16e année
Numéro 302

Avril 1947
Prix : 25 Fr.

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

DANS CE NUMÉRO

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

●

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois .... 130 fr.
Un an .... 250 fr.

EXTERIEUR

Six mois .... 150 fr.
Un an .... 300 fr.

●

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne* 14, rue de Tracy, Paris 2e

●

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

●

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

Sommaire du N° 302

(Avril 1947)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat.

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Si vous êtes satisfaits de la résurrection de la **Révolution Prolétarienne,**
Si vous voulez que la **Révolution Prolétarienne** vive et se développe :

Abonnez-vous
dès réception du premier numéro.

Souscrivez, si possible, un abonnement de soutien (1.000 fr. minimum), ou participez à notre souscription, selon vos moyens.

Envoyez-nous
des listes d'abonnés possibles.

Indiquez-nous
des adresses de dépositaires pour la vente au numéro.

Après 91 mois de silence !

Le 1er septembre 1939, la REVOLUTION PROLETARIENNE *qui existait depuis le 1er janvier 1925 suspendait sa parution. Il était impossible au « Noyau » qui en supportait la charge de se soumettre à la censure. Au reste, ce sabordage prévenait l'interdiction gouvernementale. La* REVOLUTION PROLETARIENNE, *même sous la forme d'un mince souvenir, est demeurée l'ennemie du pouvoir établi, sous le Daladier de la guerre, sous Reynaud, sous Vichy, sous Hitler. La découverte de quelques numéros de notre revue hérétique, au cours d'une perquisition — qu'elle soit menée par la « Gestapo » ou la police de l'Etat français — permettait de grossir lourdement le dossier du suspect. Et, après la Libération, la qualité d'ancien rédacteur de la* REVOLUTION PROLETARIENNE *a orienté certaines proscriptions ou expliqué certaines évictions.*

Cependant, la REVOLUTION PROLETARIENNE *reparaît aujourd'hui avec la fin du régime de l'autorisation préalable. Elle ne doit rien aux gens en place. Elle reparaît animée, rédigée et administrée par la plupart de ceux qui la fondèrent en 1925 ou qui rejoignirent le Noyau, lors de nos luttes contre la bolchevisation, pour l'unité syndicale, contre la guerre et l'union sacrée. Sa vie dépend exclusivement de la fidélité de ses amis, des sacrifices de temps et d'argent qu'ils pourront lui consentir.*

Elle reparaît et son titre résume tout son programme, toutes ses ambitions. Pas plus qu'en 1925 et en 1939, elle ne sera l'organe d'une chapelle, d'une secte ou d'une tendance. Fidèle à l'esprit de Fernand Pelloutier et du syndicalisme de 1906, fidèle aux traditions de la Vie ouvrière *d'avant 1914, elle demeurera une « coopérative intellectuelle », qui ne vend pas « d'articles tout faits », des « comprimés d'idéologies », qui ne diffuse pas de slogans. Elle veut fournir aux travailleurs les moyens de construire leur propre opinion, d'édifier leur propre jugement, de déterminer librement et volontairement les conditions de leur action autonome.*

Besogne plus ingrate encore aujourd'hui qu'autrefois. Car on se heurtera, sans doute, à la haine des politiciens, des illusionnistes, comme au mépris des doctrinaires dont la « clé universelle » ouvre toutes les boîtes et résout tous les problèmes. Mais également à la lassitude presque désespérée de tous ceux dont la bonne volonté s'est épuisée dans une longue et monotone suite d'efforts inutiles, de déceptions et d'échecs. Et si, en cette revue, l'on se sent peu propre à disputer leur clientèle aux camelots de la foire politique, on ne promet pas de verser l'illusion dans les âmes découragées.

Nous voulons être capables de trouver la vérité, de la dire, et aussi, et surtout, de l'entendre. C'est à cette épreuve, peut-être décisive, que nous convions, avec tous ceux qui nous ont entendus pendant 15 ans, les jeunes travailleurs qui ne cherchent pas dans la pensée le moyen de s'isoler de l'action, ou dans l'action le moyen de se distraire de la pensée — ceux, en qui — selon la formule de Griffuelhes — le « penseur et l'homme d'action » se confondent.

*
**

Quatre-vingt onze mois de silence! Il faudrait une précision. Les militants de la REVOLUTION PROLETARIENNE *n'ont pas été nécessairement silencieux et passifs, pendant ces sept années de guerre et de servitude. Chacun d'eux pourrait, s'il en avait le loisir, expliquer comment il a conçu son devoir et comment il l'a accompli. Mais nous avons peu de goût pour les plaidoyers et les palmarès.*

Qu'il nous suffise de dire, simplement, que notre « Noyau », aujourd'hui, comme en 1925, comme en 1939, est exclusivement composé de travailleurs, dont l'intransigeance morale est demeurée intacte, à travers les épreuves, les destructions et les bouleversements, et que la constance de notre amitié est, pour tous ceux qui nous connaissent, la plus solide des garanties.

Une revue exclusivement syndicaliste, comme la nôtre, n'avait sa place, ni dans la presse muselée de la guerre, ni dans la presse domestiquée de l'occupation, ni dans la presse « orientée » et protégée de la Libération.

La Résistance, si on la considère comme la révolte spontanée d'un peuple conquis, n'avait pas de caractère de classe; et de 1939 à 1944, nous n'avons pas connu de « Zimmerwald » provoquant le rassemblement des forces révolutionnaires contre la guerre et les impérialismes. Nous sommes

plus meurtris et plus faibles qu'en 1919. Mais si les maux, dont souffre le prolétariat, sont plus graves et plus lourds qu'à cette époque, c'est une raison de plus pour tenter un effort de redressement, avec le maximum de volonté et de persévérance.

Cependant aujourd'hui encore, notre titre: la REVOLUTION PROLETARIENNE *est autre chose qu'une étiquette — il est la plus claire expression de nos espoirs: Une révolution faite par les travailleurs, pour les travailleurs, une révolution qui ne soit que la conclusion et le couronnement de l'action ouvrière — ce qui suppose un syndicalisme indépendant, une classe ouvrière éclairée sur sa mission et ses responsabilités, la renaissance de l'internationalisme ouvrier. Une révolution qui, selon la formule plus actuelle et plus saisissante que jamais, aboutisse au passage de l'humanité* du règne de la nécessité à celui de la liberté.

Nos espoirs sont-ils justifiés ? Nous n'avons pas la prétention de répondre à cette question par la seule réapparition de notre revue. Déjà la publication de la brochure de Pierre Monatte: « Où va la C. G. T. ? » *posait les conditions d'une renaissance du syndicalisme. C'est dans la même atmosphère de liberté et de franchise que l'on étudiera, ici, tous les éléments du problème. Et ce n'est pas au départ que nous apporterons des solutions.*

Celles-ci ne seront pas déterminées par des discussions théoriques, mais par une volonté d'action.

Non ! La seule publication de la REVOLUTION PROLETARIENNE *ne justifie pas nos espoirs, plus ou moins lointains, en une vraie révolution prolétarienne se réalisant dans les faits et dans les institutions. Mais le succès de notre initiative, quelque peu audacieuse, prouvera que nous sommes sur la voie du redressement et qu'il est de nouveau permis et possible d'espérer.*

Nous ne demandons pas aux travailleurs qui nous liront de « croire en nous » et de nous suivre. Nous leur demandons, aujourd'hui, comme hier, de « croire en eux » et de suivre les décisions de leur propre conscience. Nous ne voulons que leur répéter ce que disaient les rédacteurs du « Manifeste des Communistes », les fondateurs de la Première Internationale, les organisateurs et les animateurs de la vieille C. G. T. des temps héroïques:

« LE SALUT EST EN VOUS ! ».

Le Noyau de la Révolution Prolétarienne

Paroles toujours actuelles

L'histoire qui ne se répète pas dans le détail pose plusieurs fois de suite le même problème aux classes en lutte. L'intuition révolutionnaire doit savoir distinguer à temps les circonstances qui, différentes dans leur nature et leur position, risquent de reproduire pour le prolétariat une situation autant et plus tragique que celle de la précédente aventure. Car s'il arrive que l'histoire, comme l'a remarqué Marx, recommence en farce ce qu'elle a une fois présenté en drame, il arrive aussi qu'un drame immense renaisse en un drame plus immense et plus affreux. Nous sommes au bord de ce gouffre.

26 novembre 1936.

Marcel MARTINET

La bolchevisation est venue, puis l'écrasement des syndicats, sous couleur de direction unique, par un parti pseudo-révolutionnaire qui se gargarise de phrases et frappe d'inanition tout ce qu'il touche. Les thèses kilométriques ont remplacé la pensée vivante, les mots d'ordre, le sens critique, les mystiques fumeuses ont balayé les revendications au son clair. Un automatisme de caserne se substitue de plus en plus aux libres initiatives d'en bas.

Nous avons tout à refaire, en nous inspirant du passé : refaire un syndicalisme, refaire un socialisme, refaire — ne craignons pas de le dire — une classe ouvrière. La tâche est-elle au-dessus de nos forces ? Elle n'est pas, en tout cas, au-dessus de notre espérance, ni de notre volonté.

1er mai 1930.

Amédée DUNOIS

2e Lettre d'un Ancien à quelques jeunes syndiqués sans galons

Qu'est-ce qu'on me raconte ? Vous seriez étonnés que je ne vous aie pas reécrit depuis mai 46 ?

Ce serait peut-être à moi d'être étonné. J'attendais votre réponse. C'est-à-dire une activité, un commencement d'activité, des initiatives diverses prises ici et là, de Lille à Perpignan, des Mineurs aux Cantonniers. Cette réponse n'est pas venue. Du moins je ne l'ai pas entendue. Il est vrai que je commence à avoir l'oreille un peu dure.

Ce n'est pas l'envie de vous écrire qui m'a manqué. Les occasions et les sujets ont abondé. Il s'est passé pas mal de choses dans l'année. J'ai reçu un certain nombre de lettres, mais venant plutôt de vieux camarades. Quelques rares, de jeunes. Les vieux, et les plus très jeunes, j'en ai peur, souffrent plus que les jeunes de la situation étrange dans laquelle se trouve le mouvement. Mais que peuvent-ils tout seuls ? Ce n'est pas à eux de se remettre dans les brancards. Ils devraient pouvoir se contenter de pousser à la roue.

Quelques-uns me reprochent de n'avoir pas dit ce qu'a été la tentative d'unification des minorités syndicales révolutionnaires faite pendant le deuxième semestre 46. Il l'aurait fallu peut-être. Ne serait-ce que pour mieux faire sentir les difficultés de l'entreprise et les conditions de sa réussite. Je ne l'ai pas fait par crainte d'envenimer les points de désaccord entre courants qui sont appelés un jour prochain, sinon à se fondre, du moins à marcher ensemble, contre l'adversaire et l'ennemi communs. Nous ne nous sommes pas mis d'accord, mais nous avons fait connaissance. C'est déjà quelque chose.

Les excuses que vous pouvez invoquer pour expliquer votre silence, je les connais bien. D'ailleurs, quelques-uns me les ont indiquées.

Dans le tourbillon actuel, vous n'arrivez pas à voir clair et à trouver votre chemin. Il vous faudrait une boussole. Et pour vous, une boussole, c'est une théorie.

Vous trouvez que tout tourne mal. Nous réclamions le déblocage des salaires. La C.G.T. finit par s'y rallier, ou paraître s'y rallier. Ça va plus mal. Les prix ont fait une telle embardée que la vie est plus difficile et la ménagère plus inquiète. Si vous voulez torpiller une idée, faites-la appliquer par ses adversaires. Une résolution de congrès dont ses partisans ne sont pas chargés de la mise en application — et si lutte il y a, de la direction de cette lutte — est vouée à l'échec, et souvent au ridicule. Exemple, la grève générale du 30 novembre 38. Exemple depuis juin dernier, le déblocage des salaires.

Les grèves échouent ou n'ont pas de lendemain. Celle des postiers avait éveillé beaucoup d'espérances. La division de la minorité, juste au moment où elle pouvait rallier autour d'elle le gros de la corporation et faire aboutir un travail revendicatif bien commencé, a tout compromis. La grève des canardiers parisiens a échoué. Si elle avait réussi, par la brèche ouverte, d'autres corporations, les métaux en tête, auraient pu passer. Pouvait-on supposer que cette grève, qui mettait le gouvernement en position ridicule aux yeux du monde entier, faisait justement l'affaire de M. Ramadier ? La bonne affaire que de n'avoir pas de journaux pour raconter vos embêtements à propos de l'Indochine et de tant d'autres sujets.

Vous voulez des raisons d'espérer. Malgré vos vingt-cinq ans, vous ne voulez pas vous battre pour le seul plaisir de se battre. Ce n'est pas la morve du jeune poulain que vous voulez jeter. Vous voulez vous battre pour quelque chose de précis, pour des résultats ; non des résultats individuels et immédiats, mais pour un but certain, même lointain, mais élevé, et qui en vaille la peine. Vous êtes exigeants. Vous avez raison. C'est bien d'être exigeants. A condition que ce ne soit pas une excuse pour ne jamais commencer. Ni pour mépriser le petit travail corporatif de chaque jour dans les syndicats.

Vous trouvez que vos aînés ont eu de la chance : en 1906, la route était toute droite devant eux, devant nous ; en 1919, mieux encore, l'horizon brillait du feu de la Révolution russe, le chemin était lumineux. Aujourd'hui, en ce pauvre 1947, l'horizon est bouché. Le nationalisme, celui de la guerre et celui de la Résistance, a tout submergé. L'esprit de classe est recouvert par le chauvinisme. Pas en France seulement, mais partout. Si bien que l'internationalisme ouvrier a disparu. Il n'y a plus de liens entre militants de pays différents. Chacun cuve son impuissance dans son coin, alors qu'autrefois, suivant l'image du chant révolutionnaire, un même cœur battait partout.

Ne croyez pas qu'autrefois tout était facile. Gardez-vous du romantisme et ne vous figurez pas que tous les malheurs sont réunis sur votre tête. Le chemin ne fut aisé à trouver ni en 1906 ni en 1919. C'est après, avec un certain recul, qu'on s'aperçoit que le chemin suivi était tracé en effet dans les événements. Vous aussi, vous verrez ça. Pour tout le monde, il sera clair dans quelques années que notre chemin, celui du mouvement ouvrier,

passe en France, en 1947, entre deux menaces de coups de force, le coup de force stalinien et le coup de force gaulliste, qu'il doit rendre impossibles l'un et l'autre. Notre chemin passe entre deux dangers de guerre, l'impérialisme russe et l'impérialisme américain ; notre place n'est ni dans l'un de ces camps ni dans l'autre; nous devons nous opposer aux deux. Ça aura l'air d'une lapalissade dans quelques années, peut-être dans quelques mois; pourtant aujourd'hui combien le pensent et le disent ? De même nous n'étions qu'une poignée avant Zimmerwald; le lendemain nous fûmes quelques poignées, guère plus. Les gros bataillons ne devaient s'ébranler que plus tard, pas même en 1917, lors de Mars et d'Octobre, mais lorsque le régime issu de la Révolution parut devoir durer. Alors, les aspirants commissaires du peuple ne manquèrent nulle part.

Dites-vous bien, jeunes amis, que toujours tout a été difficile au début. Aujourd'hui, je vous le concède, c'est encore plus difficile, plus compliqué. C'est que l'enjeu est plus formidable. C'est le sort du socialisme qui se joue définitivement. Dans son agonie, le capitalisme aura des sursauts furieux. L'étatisme, sous sa forme russe, prétendra lui succéder. Nous allons vivre une époque qui marquera dans l'histoire du monde. Préparons-nous.

Vous avez besoin d'une bonne boussole. Je n'en connais qu'une : l'intérêt ouvrier, celui de la classe ouvrière française, celui aussi des ouvriers de tous les autres pays. L'intérêt général, l'intérêt national, fichaises et tromperies. Au moment où il faut rompre avec le passé, c'est le compromis avec lui. L'intérêt de la démocratie, l'intérêt de l'humanité, formules vagues qui permettent trop de jongleries.

Vous demandez une théorie. Elle existe, il n'y a qu'à la reprendre. C'est celle qui constitue la base de tous les courants du socialisme, c'est l'émancipation matérielle et morale des travailleurs. Il n'y a qu'à l'adapter aux conditions présentes. Voir ce qui a cloché, ce qui a pu manquer et qu'il faut modifier ou ajouter. Tout ce que nous pouvons vous dire, nous, les vieux syndicalistes révolutionnaires, c'est qu'une organisation comme le syndicat, formée uniquement de travailleurs, exprimera mieux les besoins des travailleurs, si elle n'est pas faussée, que n'importe quel parti formé d'éléments divers.

Si nous ne pouvons pas détacher notre esprit de la Russie, c'est qu'elle a été le premier grand essai de révolution socialiste. Un essai qui a malheureusement échoué. Mais pourquoi a-t-il échoué? Par quelles erreurs? En raison de quelles conditions ? Comment devrons-nous nous y prendre pour réussir là où les Russes ont échoué ?

Mais les Russes n'ont pas complètement échoué, un redressement est possible, nous dira-t-on. Nous aussi nous avons espéré longtemps un redressement. Nous aussi nous avons refusé de regarder la vérité en face. Tenez, un souvenir. Un soir de 1927 ou de 1928, nous avions été réunis chez Dunois, une douzaine de camarades, par Piatakov et Chliapnikov. Pour la plupart, nous étions déjà exclus du parti communiste, mais les vieux savaient bien que nous étions de meilleurs révolutionnaires que tous leurs domestiques. Piatakov nous fit un large exposé de la situation en Russie. Il conclut : « Je vous ai dit ce qui est. Regardez la révolution comme morte en Russie. A vous, révolutionnaires de l'Occident, de reprendre le flambeau. »

Nous avons été épouvantés. Nous avons discuté, discutaillé, dit que ce n'était pas possible ; qu'annoncer une telle chose ferait passer sur le monde entier une vague de glace ; qu'ils devaient, en Russie, se cramponner, sauver ce qu'ils pouvaient sauver du socialisme. Comme s'ils ne s'étaient pas déjà cramponnés au delà de leurs forces! Je me suis souvent demandé si nous n'étions pas responsables pour une part de la comédie lamentable à laquelle s'est prêté, lors de son procès, un grand bonhomme comme Piatakov.

Il y a vingt ans de cela. Depuis, la deuxième guerre mondiale a fini de bouleverser l'Europe. Quel est l'Etat qui reste sans lézardes impitoyables ? Tous les Etats doivent s'écrouler, à plus ou moins longue échéance. Que les Européens le veuillent ou non, ils sont en face de la Révolution. Certains camarades diront : le prolétariat est incapable de faire la révolution Et même s'il en était capable, matériellement, ce serait un désastre, car il n'a aucune des qualités pour assumer une bonne gestion. Faisons d'abord l'éducation morale des hommes. Oui, cette éducation est nécessaire, mais nous ne la ferons qu'en changeant les hommes de climat, en les sortant de la pourriture du régime capitaliste.

Dites-vous bien, jeunes amis, que toujours tout a été difficile. Aujourd'hui, le plus important, c'est de voir clair. On ne répètera jamais assez que le plus pénible n'est pas de faire son devoir, c'est de voir où il est.

UN ORACLE CONFEDERAL

En décembre 1944, les militants d'une Union départementale entretenaient un secrétaire confédéral de l'état d'esprit dans leur région :

— *Ici la température ouvrière, et même celle de la population tout entière, est très haute. Il y a le très mauvais ravitaillement qui indigne et exaspère absolument tout le monde. Il y a la cherté extrême des choses. Il y a les salaires qui n'ont presque pas changé.*

A la C.A. de l'Union, nous sommes littéralement poussés par les syndiqués, des nouveaux en majorité, qui veulent absolument de l'action. Nous avons décidé une grève générale d'une heure. Seul le jour reste à fixer. Mais c'est imminent.

Le tableau du premier paragraphe n'a pas besoin de grandes retouches. Il vaut encore

en 47. Il n'était pas particulier à cette région. Partout, la volonté d'action n'était pas encore aussi nette ; partout non plus les C.A. d'Unions et les cadres syndicaux n'étaient pas aussi disposés à en tenir compte, mais partout le malaise était le même. Malaise qui n'a fait, en deux ans et demi, que s'approfondir. Quelle réponse fit, croyez-vous, le secrétaire confédéral ? Notez que ces militants d'Union appartenaient comme lui à la majorité de la C.G.T. J'ai failli écrire de la C.G.T.U. Ils se parlaient franchement.

— *Soyez prudents... Il faut être prudents. Il ne faut pas jouer avec la grève. A ma rentrée, je vais en parler au C.N.R. Ne faites rien avant cela.*

De la prudence, il en faut, certes. Je pense aussi qu'il ne faut pas jouer avec la grève, sous peine d'en amoindrir la portée. Cependant quand il ne reste pas d'autre moyen de réveiller les sourds et les satisfaits, force est bien d'y recourir. J'aurais compris que le secrétaire confédéral recommandât la prudence pour ces diverses raisons, et même qu'il attirât l'attention sur la difficulté de recourir à la grève en période de chômage ou de demi-chômage, comme celle que traversent certaines professions. Mais notre secrétaire confédéral ne pensait pas à ces raisons. Il avait d'autres en tête. Non qu'il pensât que la grève est maintenant l'arme des trusts, comme l'a déclaré un de ses collègues du Bureau confédéral quelques mois après.

Ce que je ne comprends pas du tout, par exemple, c'est qu'il ait dit qu'à sa rentrée à Paris, il en parlerait au C.N.R. Qu'est-ce que le Conseil National de la Résistance avait à voir dans l'affaire ? Ce n'est tout de même pas parce que ce Conseil avait mis Saillant à sa présidence qu'en échange la C.G.T. lui permettait de mettre le nez dans ses propres affaires et lui soumettait les mouvements de grève ? Ce n'est plus entre ouvriers, entre organisations syndicales, que ces problèmes sont examinés ? Il fallait alors l'autorisation des bourgeois du C.N.R. ? Pourquoi pas celle aussi du gouvernement ?

TROUBLES SUSCITES...

Quelles étaient les raisons qu'avait en tête le secrétaire confédéral ?

— *Voyez-vous, dans la période où nous sommes, nous devons nous méfier des troubles suscités par les Anglo-Américains. Troubles qu'ils susciteraient pour pouvoir les réprimer. Oui, dans tous les pays qu'ils occupent, c'est ce qu'ils vont faire. En Belgique et en Grèce, c'est eux qui ont provoqué les troubles. A nous de nous méfier. . .*

Qu'est-ce que vous dites de ça ? Pour notre secrétaire confédéral, il ne s'agissait guère du mauvais ravitaillement, de la cherté des choses, des salaires inchangés. Pour lui, il n'y avait qu'un problème de haute stratégie internationale : il fallait se méfier des troubles suscités par les Anglo-Américains dans les pays occupés.

Deux années ont passé. Ces choses nous apparaissent lointaines. Cependant on reste étonné. Quels troubles ont donc suscités les Anglo-Américains ? Quels troubles auraient-ils un intérêt à susciter ? On ne voit pas. Pour pouvoir les réprimer ? On voit encore moins.

Je ne pense pas que l'Angleterre et les Etats-Unis soient entrés en guerre pour les beaux yeux de la France. Cette deuxième grande guerre constitue la deuxième phase de la lutte entre les impérialismes pour la domination du monde. Elle ne fut pas une lutte entre démocraties et Etats totalitaires ; dans ce cas qu'aurait fait la Russie, Etat totalitaire type, dans le camp des Alliés ? Aussi je crois les autorités anglaises et américaines parfaitement capables d'intervenir brutalement si des troubles étaient venus gêner leurs dispositions militaires. Mais je ne les crois pas stupides et incapables de comprendre que c'était leur propre intérêt que les populations des pays occupés par elles ne manquassent pas des choses les plus indispensables. On peut même leur supposer d'autres sentiments et d'autres mobiles d'action. J'irai jusqu'à dire qu'à mon avis Paris aurait pu subir le sort de Varsovie, être détruit complètement, si Eisenhower avait fait comme Staline et regardé à distance les forces de la Résistance se débattre seules contre les troupes allemandes.

Reste le point d'histoire soulevé par notre secrétaire confédéral. D'après lui, ce sont les Anglo-Américains qui auraient provoqué les troubles de Belgique et de Grèce. Je dispose de moins d'informations qu'un bonze confédéral. Je n'ai même pas encore, deux ans après, repris langue avec les amis que je comptais en Belgique. Quant à ceux que j'avais en Grèce, cela remonte si loin qu'il y a beaucoup de chances pour qu'ils soient morts, peut-être dans le lot des hérétiques assassinés par les staliniens. J'en suis donc réduit à la lecture des journaux. C'était alors la presse du Général. Guère moins misérable que celle du Maréchal. Mais pas pire que celle d'aujourd'hui. Je lis comme je peux, entre les lignes et dans les lignes. Regardant avec plus de soin les faits que les commentaires. Ceux de l'*Humanité* compris. Les événements m'étaient apparus ainsi : des troubles avaient éclaté, s'étaient étendus, aggravés; l'intervention angloaméricaine n'était apparue qu'ensuite. La cause de ces troubles ? Alors comme aujourd'hui les causes légitimes ne manquent nulle part. Qui les avait utilisées et exploitées ? Il m'avait semblé qu'en Belgique comme en Grèce, c'étaient les communistes et leurs amis russes qui les avaient exploitées (1). Les Anglo-Amé.

(1) Si des camarades de Belgique et de Grèce me lisent, ils devraient bien rassembler leurs souvenirs sur ces faits qui ne remontent qu'à deux ou trois ans et nous en faire part. Pour la Grèce d'ailleurs ces faits se sont enchaînés jusqu'à maintenant.

ricains n'étaient intervenus qu'une fois les troubles déclenchés, avec une vigueur qui ne surprend pas de leur part. La Russie ne s'installera pas en Belgique et en Grèce, elle ne tiendra pas Anvers et Athènes, sans résistance de l'Angleterre et de l'Amérique. Elles ont rappelé alors qu'il ne faut pas jouer certains petits jeux avec elles.

Avait-on à un moment donné envisagé de faire en France le coup de Belgique et de Grèce ? C'est possible. Mais il a fallu y renoncer. La partie était trop risquée. Renoncement momentané ou renoncement définitif ? L'avenir le dira.

QUAND L'ALLEMAGNE SERA SOVIETISEE

Patience, prudence, méfiance, mais espérance aussi. Notre secrétaire confédéral avait dans les mains de quoi faire patienter. Il s'agissait seulement de quelques mois de patience, de souffrance. Après, tout deviendrait possible. Tout serait facile.

— *Après, quand l'Allemagne sera soviétisée, ce sera le moment. La soviétisation sera possible partout. Et les Anglo-Américains seront chassés d'Europe.*

Voilà, ce n'était pas plus difficile que ça ! Il suffisait d'attendre la soviétisation de l'Allemagne. Après, tout serait possible, tout serait facile, en France et partout. A quoi bon se mettre martel en tête pour résoudre les difficultés du moment ?

Les Soviets partout ! Quelle espérance ! Nous l'avons vécue il y a trente ans. Nous la revivrons un jour, même un jour non lointain. Mais pour l'instant, nous constatons que les Soviets sont morts en Russie, après une vie brève, remplacés par le parti communiste, lui-même remplacé par une caste bureaucratique qui a réalisé la plus implacable tyrannie.

Le secrétaire confédéral savait ce qu'il faisait en parlant de soviétisation à ces militants d'Union départementale. Il les touchait au cœur ; il chassait de leur esprit la crainte de n'être plus dans la bonne voie. Peut-être après tout, y croit-il encore, lui aussi? Peut-être ne se rend-il pas compte à quel point 1947 dément 1917, à quel point la Russie de Staline et la Russie des Soviets rappellent l'une la France de Napoléon et l'autre la France de 93. Il est possible, que cet homme, qui mit tant d'hésitation à rallier alors les rangs des révolutionnaires, se cramponne aujourd'hui aux idées qu'il comprit voilà vingt-six ou vngt-sept ans. Il a la paix de l'esprit avec son vieux catéchisme. Que rien ne vienne le troubler! Ce n'est pas lui qui dira à ses nouveaux curés que leurs préceptes contredisent leurs actes et se moquent de la réalité. Docilement, il répétera tout ce qu'on lui ordonnera de répandre.

Quand l'Allemagne sera soviétisée... Il y a deux ans de cela. Non seulement l'Allemagne n'est pas soviétisée, mais elle n'en prend pas le chemin. Où sont ses Conseils d'ouvriers ? Les syndicats eux-mêmes sont ligotés. Les travailleurs allemands, loin d'avoir le pouvoir, n'en ont pas même l'ombre.

Il n'est donc pas question de soviétisation au sens qu'on y attachait en 1917. On peut penser tout au plus à une étatisation à la russe. Même cette opération est difficile. Non pas en raison seulement de la résistance que peuvent opposer capitalistes et féodaux allemands. Ni des projets chimériques élaborés par les gouvernements alliés, ou par les socialistes au sujet de l'industrie de la Ruhr. Non, ce que les Russes trouvent devant eux, ce contre quoi ils sont venus buter, ce sont leurs propres fautes, leur propre infidélité au communisme.

Quels pouvaient être les sentiments des ouvriers allemands qui avaient vu sur place, comme soldats, les réalisations de l'Etat russe et s'étaient rendu compte du niveau de vie exact de l'ouvrier et du paysan russes? Ils savaient, non seulement que le socialisme n'avait pas été réalisé en Russie, mais que leurs propres conditions de travail et de vie étaient notablement supérieures.

Ils pouvaient difficilement oublier que les dirigeants de l'Etat russe n'avaient fait aucune distinction entre le peuple allemand et les nazis ; que la propagande officielle avait déclaré des mois et des mois qu'il n'y avait de bons Allemands que ceux qui étaient morts ; que le mot d'ordre de la IIIe Internationale n'avait pas été la fraternisation des soldats et des peuples, mais : « Chacun doit abattre son Boche ». Aujourd'hui, un Ilya Ehrenbourg ne fera pas de difficultés pour changer de disque ; il embrassera sur la bouche son frère allemand avec la même ardeur qu'il mettait hier à commander de le tuer. Mais ce qui est fait est fait. Il est faux que les peuples n'aient pas de mémoire. La classe ouvrière allemande ne peut pas prendre le nationalisme russe de 1947 pour l'internationalisme de Lénine et de Trotsky. Elle ne peut couper dans le mensonge d'une « soviétisation » de l'Allemagne.

D'ailleurs, si même elle voulait oublier, elle ne le pourrait pas. Elle a vu à Berlin et en Allemagne orientale l'armée russe, qu'elle ne peut plus confondre avec une armée rouge, piller systématiquement les quartiers ouvriers, violer systématiquement les femmes ; un journaliste suisse rappelait encore récemment (1), que 75 % des femmes de 16 à 35 ans furent violées en Allemagne orientale. Les journaux socialistes de New-York ont raconté qu'à Berlin, des ouvrières portant le brassard du P.C. qui acclamaient les troupes russes, subirent le sort commun. La classe ouvrière a vu cela et ne l'a pas oublié. Elle a vu, plus tard, des militants social-démocrates, à peine libérés des camps de concentration nazis, reprendre

(1) *Servir*, journal socialiste de Lausanne, du 30 janvier.

le chemin de ces camps parce qu'ils s'opposaient à la fusion avec le parti communiste allemand. Elle a vu couvrir d'infamies Schumacher et ses camarades dont le seul crime est de reprendre la position logique des véritables socialistes au lendemain de la première guerre mondiale. Elle a vu tant de choses, l'annexion d'une partie de l'Allemagne, le transfert en Russie, non seulement de matériel industriel, mais de populations entières, que la fausse soviétisation est rendue impossible.

Les dirigeants russes ne sont pas seuls coupables. Mais ils donnent le ton; pour cela ils sont les plus coupables. Il est tout naturel qu'ils portent aussi la responsabilité des fautes qu'ils font commettre à leurs serviteurs. En particulier à ceux de la Fédération Syndicale Mondiale. L'an dernier, au congrès confédéral, Saillant menaçait les syndicats allemands s'ils s'opposaient au dépècement de leur pays. Cette année, si l'on en croit des informations publiées par la presse américaine, la Fédération Syndicale Mondiale, dans une conférence tenue au début de janvier, aurait demandé l'institution du travail forcé dans les mines de la Ruhr. Les hommes valides seraient contraints de travailler dans les mines. En accord avec les organisations syndicales allemandes et sous le contrôle de la F.S.M. Nous sommes loin de ce que demandait à l'Internationale syndicale le rapport de Robert et Lucot : prendre en charge le destin des peuples vaincus, ne pas les abandonner aux bras séculiers des Etats vainqueurs. Aujourd'hui, pour le compte des Etats vainqueurs, la F.S.M. se ferait le garde-chiourme des travailleurs allemands.

Toute espérance révolutionnaire est-elle interdite pour longtemps à la classe ouvrière allemande? Dans quelle mesure la jeunesse a-t-elle été dévorée par la folie naziste ? Je l'ignore. Mais il n'est pas possible que les millions d'hommes qui votèrent communiste ou socialiste lors de l'avènement d'Hitler soient tous morts, brisés ou découragés ; qu'il n'y ait plus d'anciens du « Spartakusbund » de Liebknecht et de Rosa Luxembourg, plus de partisans de Zimmerwald.

Avant guerre, nous n'avons jamais pu découvrir en Allemagne de syndicalistes révolutionnaires. Le syndicat y gardait un rôle secondaire. Le parti avait le premier rôle. Pour les communistes comme pour les social-démocrates. Pour les multiples variétés de communistes oppositionnels aussi. Parti d'abord, tandis que nous disons : Syndicat d'abord. Ce qui nous permettait de mieux sentir certaines différences. L'un des meilleurs communistes oppositionnels allemands, à qui je disais que mon grief essentiel contre le régime stalinien tenait au sort matériel et moral fait aux ouvriers russes, me répondait : « Pouvait-on faire autrement ? » A ses yeux, on ne pouvait faire autrement que dans la manière de conduire l'Internationale et les partis. Les problèmes politiques lui cachaient le problème économique capital, auquel tout pourtant doit être subordonné.

Nulle part il n'a existé autant d' « hommes de confiance » des syndicats que dans les usines et sur les chantiers allemands. Il est improbable que ces militants du rang n'aient pas gardé l'esprit ouvrier. Eux et leurs successeurs sont la base solide du nouveau mouvement ouvrier allemand. Ils doivent former le levain révolutionnaire de l'Allemagne actuelle. Quant à cette jeunesse qu'on dit gangrenée par l'éducation nazie, est-il un autre moyen de la désintoxiquer que de lui donner une espérance, non dans le nationalisme, mais dans le socialisme ?

Les révolutions à venir ne se calqueront pas sur ce qu'est devenue la Révolution russe, sur ce qu'elle est au bout de trente ans. On remontera au point de départ; on recherchera quels obstacles l'ont fait dévier. La principale leçon qu'elle nous a donnée, c'est, peut-être, qu'une révolution joue son sort en quelques années et qu'elle a vite fait de changer de route.

La « soviétisation » de l'Allemagne n'est pas faite. Du coup la « soviétisation » des autres pays d'Europe est bien compromise. Cela ne veut pas dire que la révolution ne fera pas son œuvre, d'Italie en France, d'Espagne en Angleterre.

LES ANGLO-AMERICAINS CHASSES D'EUROPE ?

Un rédacteur du *Populaire,* au retour d'une conférence syndicale tenue à Londres, écrivait que l'Angleterre ouvrière attendait une deuxième révolution française. Si ce journaliste avait ouvert les yeux, il aurait vu que c'est d'Angleterre que peut partir le branle d'une vraie révolution ouvrière. L'Angleterre a étonné le monde en 1940; elle l'étonnera une seconde fois. A condition que les trade-unionistes révolutionnaires se refusent au mirage russe, qu'ils ne confondent pas étatisme et socialisme et qu'ils puisent leur force en eux-mêmes, dans leur expérience et dans la vieille tradition chartiste.

... *« Et les Anglo-Américains seront chassés d'Europe ».* Pour notre secrétaire confédéral comme tout était facile! Dans la réalité, il en va un peu autrement.

On voit mal comment la pauvre Europe d'aujourd'hui, celle d'après la deuxième guerre mondiale, la Russie comprise, pourrait procéder à son rééquipement industriel, à la restauration de ses ports, de sa flotte, de ses chemins de fer, de ses usines et même de ses champs, sans l'aide de l'Amérique. Comment peut-on parler de renaissance de la France et méconnaître cette nécessité ? Comment ose-t-on parler de chasser d'Europe les Anglo-Américains ? Au nom du communisme ou au nom d'un impérialime, l'impérialisme russe?

L'Europe s'est refusée à réaliser ses Etats-Unis sous la schlague d'Hitler. Elle se refusera

à les réaliser sous le knout de Staline. Il ne s'agit pas de dresser un nationalisme européen contre un nationalisme américain.

Il y a vingt ans, lorsque Trotsky reprit l'idée des Etats-Unis d'Europe, nombreux furent les révolutionnaires qui pensèrent alors que cette idée présentait deux défauts; le premier, qu'elle avait une pointe dirigée contre l'Amérique; le second, que l'heure où les Etats-Unis d'Europe pouvaient jouer le rôle principal était passée. Nous ne sommes plus en 1848 mais en 1947. Le monde s'est transformé.

Les réalisateurs des Etats-Unis socialistes d'Europe, car il n'est pas d'unification possible de l'Europe sans le socialisme et dans le cadre des vieux Etats, ne perdront pas de vue ces deux écueils.

L'Europe n'a pas le choix, nous dit-on. Ou la domination russe ou la domination américaine. Ou le knout ou le Talon de fer. Merci bien. La classe ouvrière n'a de goût ni pour l'un ni pour l'autre. Elle sait que l'Histoire lui offre d'autres solutions. Roosevelt n'a pas réussi à mater les trusts; les ouvriers américains le réussiront, le Talon de fer n'aura pas le dernier mot.

Europe ouvrière et Amérique ouvrière, Europe révolutionnaire et Amérique révolutionnaire sont liées par la nécessité; elles savent qu'elles n'ont pas à se combattre mais à s'entraider.

***

N'ayez pas peur de tomber dans l'anticommunisme en regardant le stalinisme comme l'ennemi n° 1. Notre soi-disant anticommunisme n'a rien à voir avec celui des bourgeois. Eux ont peur du communisme. Nous, nous l'appelons. Ce que nous reprochons aux partis communistes actuels et à leur Internationale, c'est précisément d'avoir renié le communisme, d'être infidèles à l'internationalisme et à la lutte des classes, c'est d'être des partis fascistes rouges et des instruments de l'impérialisme russe.

Quand nos bourgeois s'en rendront compte ils feront comme les bourgeois allemands avec Hitler. D'ailleurs ils ont déjà bien commencé. Comment s'expliquer cette ruée des intellectuels de gauche vers la caricature du Communisme? Je sais bien qu'ils brillent plus par la servilité et le byzantinisme que par l'intelligence et le caractère. Mais leur instinct leur a fait sentir que là était la place des parasites. Comment s'expliquer autrement que les juristes de la Ligue des droits de l'homme aient pu recevoir en grande pompe M. Vichynski, le procureur de ces procès russes auprès desquels l'affaire Dreyfus ne fut assurément qu'une bagatelle d'enfants? Comment s'expliquer que les techniciens voient dans l'Etat russe un Etat socialiste ? Ils veulent bien être socialistes, disent-ils, mais à la condition de n'être pas ouvriéristes. A condition naturellement que l'éventail des salaires soit ouvert comme en Russie.

Nous, nous rappelons le temps où Marx glorifiait les dirigeants de la Commune de Paris de s'être contentés du salaire d'un ouvrier qualifié.

***

Que faire d'utile? vous demandez-vous. Comment agir pratiquement dans la multitude des courants et des organisations ? Là où vous êtes, posez donc les problèmes qui vous préoccupent. Etudiez-les. Appelez à les étudier avec vous les camarades du groupement auquel vous appartenez. Les anarchistes, dans leurs groupes. Des socialistes peuvent le faire dans leurs sections socialistes. Des communistes oppositionnels, dans leurs cellules. Peut-être même se trouvera-t-il des communistes pour le tenter même chez eux.

Il y a encore deux endroits où il serait possible de le faire. Vous dites qu'il n'y a pas moyen d'examiner ces problèmes au syndicat même, que tout le temps et tout le travail sont absorbés par les menus problèmes corporatifs. Pourquoi ne referiez-vous pas ce qu'Allemane et les allemanistes avaient fait : doubler les syndicats d'un Cercle d'études sociales? Le Cercle typographique d'Allemane fit du bon travail; il fournit de militants le syndicat des typos pendant des années. On peut faire un Cercle des Métaux, des Cheminots, de l'Alimentation, des Postiers, des Instituteurs, des Employés, etc. Chaque industrie peut fonder le sien. Chacun de ces Cercles, outre les problèmes du moment, étudierait ce que les syndicats de son industrie peuvent faire pendant la Révolution et après la Révolution. Comment ils peuvent se transformer de groupements de résistance en groupes de production et de répartition et devenir la base de la réorganisation sociale.

Un autre terrain peut être utilisé, c'est l'entreprise. Déjà un projet de Cercles syndicalistes d'entreprise a été formé. Il émane du C.E.T.E.S. Un manifeste a dû être lancé. Des Cercles d'entreprise pourraient faire d'excellent travail.

Ne craignez pas la concurrence entre Cercles syndicaux d'industrie et Cercles d'entreprise. Ils ne feront pas double emploi. Ils se compléteront. Qu'entre eux il n'y ait nul autre sentiment qu'un sentiment d'émulation.

Pour les uns et pour les autres, la tâche serait la même, celle qu'a tracée Fernand Pelloutier dans cette formule toujours neuve : « ....Poursuivre plus obstinément que jamais l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres.. »

Et la poursuivre, mes jeunes camarades, avec d'autant plus d'acharnement que les événements nous pressent et que nous serons bientôt mis au pied du mur.

Pierre Monatte.

30 *mars* 1947.

L'assassinat de Léon Trotsky

Léon Davidovitch venait d'atteindre sa soixantième année. Il habitait, dans la grande banlieue de Mexico, à Coyoacan, une spacieuse maison entourée de murs bas. L'endroit était assez désert, mais par mesure de protection quelques agents de police veillaient dans une petite annexe extérieure. L'exilé recevait peu, sortait peu. Son domaine comprenait un beau jardin rempli de cactus et d'agaves, des cages à lapins, de vastes pièces très sobrement meublées de bois blanc et de casiers à livres. De jeunes militants l'entouraient, l'aidant dans ses travaux et lui assurant une sécurité plus apparente que réelle...

Dans la nuit du 24 mai 1940, une belle nuit mexicaine, tiède et constellée, plusieurs automobiles se rassemblèrent soudainement devant la demeure. Les policiers de l'annexe furent pris par surprise, car plusieurs personnages en uniformes surgirent devant eux et les maîtrisèrent. Quatre heures du matin, les rares masures du voisinage dormaient. La porte de l'enceinte fut aisément forcée. Un jeune intellectuel américain y était de garde, Robert Sheldon Harte; ce fut lui qui ouvrit aux assaillants, probablement trompé par une voix connue. Des mitrailleuses vivement postées dans le jardin, en face de la fenêtre de la chambre à coucher où dormaient Léon Davidovitch et Nathalie Ivanovna, crachèrent en quelques instants plus de trois cents balles. Trotsky, sujet aux insomnies, avait pris un narcotique; réveillé en sursaut il bondit hors de sa couche en même temps que Nathalie. Les balles sifflaient dans la petite chambre. Nathalie se plaça un moment devant son mari pour le couvrir de son corps, puis ils se laissèrent glisser tous les deux sur le dallage. La fusillade cessa, ils entendirent des cris d'enfant. Le petit-fils de Trotsky, Siova, qui dormait ailleurs avait été blessé au pied, mais il appelait son grand-père avec l'angoisse de ne plus jamais entendre sa voix... Des autos embrayèrent dehors, les assaillants prirent la fuite, d'autant plus convaincus d'avoir accompli le crime commandé qu'ils laissaient derrière eux deux bombes incendiaires... Les bombes n'éclatèrent pas.

On avait tiré plusieurs fois presque à bout portant sur l'enfant, Siova, couché dans son lit. Robert Sheldon Harte avait été enlevé par les assaillants. On comprend pourquoi : il savait à qui il venait d'ouvrir la porte, il avait vu plusieurs visages.

L'insuccès d'un attentat si puissamment monté déconcerta l'opinion publique. Au cours des semaines précédentes, il avait été diverses fois question dans les journaux de l'arrivée à Mexico d'agents du Guépéou. Rumeurs invérifiables. Les cercles pro-communistes émirent, pour désorienter la police, l'hypothèse d'un attentat simulé. La police découvrit cependant un stock d'uniformes et d'armes. Le corps de Robert Sheldon Harte fut trouvé enterré dans une maison isolée du Desierto de los Leones, louée par les beaux-frères d'un peintre mexicain très connu David Alfaro Siqueiros, fondateur au surplus du PC mexicain et devenu — on ne sait trop comment — colonel de l'armée républicaine pendant la guerre civile d'Espagne. Siqueiros et tout un groupe nombreux de ses complices furent arrêtés; ils reconnurent les faits. A la tête de la troupe de choc, qui comprenait plus de deux douzaines de gangsters, se trouvait un personnage non identifié, venu de l'étranger, qui parlait surtout le français, qui paraissait juif. Il figure dans le dossier sous cette indication sommaire : « le Juif français ».

Siqueiros obtint la liberté sous caution et prit l'avion pour le Chili. Il ne devait reparaître à Mexico qu'en 1945. La presse réclama la reprise des poursuites contre lui, mais sans résultat. Les journaux publièrent que le dossier Siqueiros — et autres — avait été volé dans les archives, ce qui ne permettait pas de continuer l'enquête... L'attentat du 25 mai 1940, en fait, n'a pas eu de suites.

L'ATTENTAT DU 20 AOUT 1940

Trotsky en comprenait la terrible signification : l'ordre avait été donné de le faire disparaître, un délai d'exécution devait être assigné aux assassins, des ressources inépuisables étaient certainement mises à leur disposition... Dans une longue déclaration datée de Coyoacan, le 8 juin 1940, Trotsky accusait directement Staline et il écrivait : « Cet attentat sera inévitablement répété ». La presse communiste et procommuniste continuait contre lui la campagne de calomnies la plus forcenée.

On prit des précautions extraordinaires. L'enceinte de la maison fut élevée de presque deux mètres, un nid de mitrailleuse la compléta... L'exilé continua ses travaux aussi enfermé qu'un prisonnier. Mais l'assassin était dans la place.

Une jeune militante d'origine russo-américaine, Sylvia Ageloff, avait rencontré à Paris un jeune homme pourvu de moyens, grand voyageur et sympathisant avec le trotskysme : Jackson, Mornard ou Van der Dreschd... Sylvia Ageloff était devenue sa compagne. « Jackson » habitant un des meilleurs hôtels de Mexico, disposant de fonds et d'une forte voiture, se montra discret. Il ne chercha pas tout d'abord à se faire recevoir par Trotsky, se bornant à rendre des services aux camarades de son entourage. Contrairement à ce que l'on a souvent affirmé, il n'était ni un militant trotskyste ni, à plus forte raison, un ami. Mais Trotsky, toujours attentif à une courtoisie fraternelle, n'aima pas qu'on laissât « Jackson » à la porte quand il amenait quelqu'un à Coyoacan dans sa voiture... Le « mari de Sylvia Ageloff »,

quelques jours après l'attentat Siqueiros, s'absenta pour se rendre aux Etats-Unis (où selon une rumeur récente, il aurait rencontré le diplomate soviétique Constantin Oumansky). Au total « Jackson » ne fut reçu à Coyoacan que sept ou huit fois, pour quelques minutes, pendant les heures de repos de Léon Davidovitch. Il déplaisait nettement à Trotsky, par la futilité de ses propos et par quelque chose de trouble qui se manifestait en lui. Après son avant-dernière visite, Léon Davidovitch dit à Nathalie Ivanovna que « c'était un drôle de garçon et qu'il faudrait se renseigner mieux sur son compte... »

Le 20 août 1940, Léon Davidovitch se leva comme de coutume de bonne heure, dispos et de bonne humeur. Souvent, en se levant, il disait à sa femme : « Eh bien, nous avons dormi une nuit de plus... Nous vivons en sursis... » Jusqu'à 9 h. environ il s'occupait des lapins et des poules dans le jardin. Il se mettait ensuite à sa table de travail. Il dicta ce jour-là pendant plusieurs heures. Vers 5 h. et demie, après le thé, « Jackson » vint. Il avait mauvaise mine, il était très nerveux, il portait sur le bras son imperméable. Nathalie lui ayant parlé de Sylvia, il répondit avec égarement. Il demanda un verre d'eau. Il insista auprès de Léon Davidovitch pour lui montrer un article manuscrit. Léon Davidovitch finit par l'inviter dans son cabinet; c'était la seconde fois que « Jackson » y entrait. La porte se referma sur eux. Quelques minutes se passèrent, trois ou quatre, puis il y eut un grand cri. Léon Davidovitch apparut, le visage ensanglanté, sans ses lorgnons, s'appuyant au chambranle. Il ne proféra qu'un mot, à Nathalie : « Jackson ». Nathalie l'aida à s'asseoir sur le tapis. Il murmura : « Natacha, je t'aime ». C'était déjà un adieu. Il avait toute sa conscience, il recommanda d'éloigner Siova, il dit qu'il s'était défendu et qu'il fallait faire parler l'assassin.

Pendant que Léon Davidovitch parcourait un manuscrit, « Jackson » lui avait assené de haut en bas sur le crâne un coup du piolet qu'il dissimulait sous son imperméable. L'arme s'était enfoncée de sept centimètres dans la substance cérébrale, mais l'extraordinaire vigueur du vieil homme déjouait le dessein de « Jackson ». L'assassin comptait tuer sans bruit, sortir du cabinet de travail en disant aux collaborateurs de Trotsky : « Ne le dérangez pas », monter dans son auto et disparaître... La presse noyautée par le parti eût ensuite soutenu que Trotsky avait été tué par les siens. Maintenant « Jackson » était empoigné. Il portait un revolver dont il n'essaya pas de se servir. Un jeune américain, Harold Robins, le maîtrisait sans ménagement. L'assassin criait : « Ils m'ont obligé à le faire! Ils m'ont obligé à le faire! » Au moment où entra un autre camarade, il répéta plusieurs fois : « Ils ont emprisonné ma mère... » S'étant ressaisi, un peu plus tard, il déclara n'être point du Guépéou.

Léon Davidovitch, transporté à la Croix verte, lutta contre la mort pendant une trentaine d'heures.

LE PROCES DE L'ASSASSIN

L'assassin portait sur lui une déclaration dactylographiée en français dans laquelle il affirmait avoir été un trotskyste convaincu; être venu à Mexico, avec le concours d'un membre du Bureau de la IVe Internationale; avoir été invité par Trotsky à se rendre en URSS « afin d'y organiser une série d'attentats contre diverses personnes et en premier lieu contre Staline » (textuel); avoir été indigné d'apprendre les sympathies de Trotsky pour un parti mexicain considéré comme contre-révolutionnaire et qui projetait (selon Jackson) des assassinats politiques; avoir été personnellement offensé par Trotsky qui l'aurait invité à rompre avec Sylvia pour des raisons politiques...

Il saute aux yeux que cette déclaration était entièrement dans la ligne des réquisitoires des procès de Moscou, écrite en outre avec l'habileté enfantine des agents secrets qui ne manquent pas de jeter quelque chose en pâture à la presse du pays. L'assassin terminait par ces mots : « S'il m'arrive malheur, je demande la publication de cette lettre. »

L'assassin déclara s'appeler Jacques-Mornard-Vandendreschd, être le fils d'un diplomate belge; être né en Perse en 1904. Les investigations faites en Belgique et en Perse ont révélé la fausseté de ces allégations. On observera que la Belgique était à ce moment occupée par les Nazis, ce qui rendait les enquêtes malaisées.

« Jackson » déclara avoir reçu 5.000 dollars de sa mère avant de partir pour le Mexique. Il fut impossible de retrouver sa mère. Ses prétendus rapports avec le Bureau de la IVe Internationale à Paris se révélèrent mythiques. Il fut établi qu'il était venu au Mexique par les Etats-Unis avec un passeport canadien au nom de Frank Jacson. L'histoire de ce passeport a pu être établie : c'était celui d'un Yougoslave naturalisé Canadien et décédé en Espagne pendant la guerre civile. Or nous savons par le livre de Walter Krivitsky (*J'étais un agent de Staline*, publié à Paris et New-York) que les passeports des combattants des brigades internationales furent recueillis par le service secret. Nous savons aussi par le *Rapport officiel de la Commission royale* sur l'affaire de l'espionnage soviétique au Canada (Ottawa, 1946) qu'un de ces passeports servit à un espion russe aux Etats-Unis.

En résumé, l'enquête dirigée avec le plus grand soin par des magistrats mexicains (qui furent l'objet de menaces de mort), si elle a démontré que « Jackson » mentait sur tous les points, n'a pu établir ni son identité véritable, ni l'origine des fonds ni ses connexions. — Nous pensons qu'il est probablement russe ou balkanique; qu'il avait habité le Mexique auparavant; qu'il était dès avant l'attentat du 24 mai 1940 en relations avec Siqueiros. Il y a sur ces divers points des données sérieuses.

Peu de temps avant d'être jugé, « Jackson » tout souriant — mais affublé de prudentes lunettes noires — faisait à un journaliste mexicain des déclarations comprenant un éloge de Staline et indiquant un absurde système de défense. Il niait la préméditation; il soutenait avoir tué Trotsky dans un mouvement de colère provoqué par celui-ci.

Il fut condamné le 16 avril 1943, par la IVe Cour pénale de Mexico, formée par les magistrats don Manuel Rivera Vasquez, don Rafael Garcia de Leon et don José Maria de la Garza, pour homicide impliquant plusieurs circonstances aggravantes, à vingt années d'emprisonnement. (La peine capitale n'existe pas

au Mexique). La sentence, fortement motivée, constate la préméditation; écarte la trahison, du fait que l'assassin ne fut ni un ami personnel ni un ami politique de la victime; constate qu'il devint criminel par intérêt et ne se mit au service du communisme que pour bien vivre sans entendre grand'chose à l'idéologie.

LE SORT DE L'ASSASSIN

L'assassin demeura à la prison de Mexico, La Penitenciaria, entouré des attentions nullement dissimulées de fonctionnaires et d'amis communistes. Il s'adonne au « travail culturel » parmi les détenus. Il est très bien vêtu, mieux pour tout dire que certains réfugiés politiques que l'on peut rencontrer dans les cafés. Il jouit d'une nourriture qui n'a rien à voir avec l'ordinaire de la prison. Il joue au football. Il reçoit des visites agréables. Ce 8 mars 1947, les journaux de Mexico publiaient à ce propos une curieuse information disant qu'un groupe de condamnés venait d'adresser une plainte aux autorités gouvernementales au sujet des mauvais procédés dont ils sont l'objet de la part de la cellule communiste, d'une fonctionnaire communiste de l'administration et de l'influent « Jackson-Mornard » qui, disent les plaignants, jouit de divers privilèges, organise des soupers fins avec des invités de l'extérieur etc... Les signataires ajoutent n'avoir pas à se plaindre du nouveau directeur de l'établissement pénitentiaire... Ce n'est mystère pour personne que l'assassin de Trotsky dispose de plus d'argent qu'il ne lui en faut. Son avocat interrogé à ce propos s'est retranché derrière le secret professionnel. « Jackson », questionné lui-même par un journaliste, l'a envoyé paître...

En novembre 1941, peu de temps après mon arrivée au Mexique, j'appris que l'évasion de « Jackson » se préparait. Nathalie Ivanovna était en possession de renseignements concordants. L'entreprise échoua, car les autorités alertées prirent les mesures qui s'imposaient. « Jackson » du reste ne semblait pas pressé de s'évader, comprenant parfaitement que l'évasion signifierait pour lui la disparition. On m'assurait qu'un personnage était arrivé d'Europe, avec quelque 30.000 dollars, me disait-on, pour organiser cette évasion dont la technique devait être confiée à un communiste cubain. Tout aussitôt le PC espagnol, le PC mexicain, le groupe communiste allemand déclenchèrent contre mes amis et moi-même une campagne de presse et de menaces dont la violence dépassa l'infamie.

En mars-avril 1946, le *New Leader* de New-York, dans une information reprise par *Time*, publiait que les polices américaine et mexicaine prenaient des précautions tendant à empêcher la suppression de « Jackson » par le service secret soviétique. « Jackson », écrivait *Time*, a commis le crime n° 1 d'un assassin : il a négligé de s'évader... Le NKVD tente maintenant de procéder à sa liquidation; une communiste assez peu connue, habitant Greenwich Village, à New-York, est chargée de cette affaire. » Je n'ai pas à souligner ici la qualité du *New Leader* et de *Time*.

LE DERNIER ACTE DES PROCES DE MOSCOU

Depuis que ce drame — sur lequel la pleine lumière finira par se faire et même assez promptement, j'en suis convaincu — s'est accompli, les événements en ont éclairé la signification.

Les trois abominables procès d'imposture de Moscou qui troublèrent les consciences en 1936-1938 et aboutirent à l'exécution des plus proches collaborateurs de Lénine en même temps qu'à de sanglantes épurations sans procès ni formalités qui firent en URSS des millions de victimes (aucune exagération dans ce chiffre vague!), ces trois procès, dis-je, avaient été marqués par un crescendo d'accusations délirantes formulées contre Léon Trotsky. Et le plus grand des accusés, on peut même dire le seul grand par la fermeté du caractère et de la pensée, survivait, travaillait, gardait en URSS même une tragique popularité... J'écrivais dès 1936 que l'explication des procès était double : supprimer à la veille de la guerre les équipes de rechange susceptibles d'accéder au pouvoir en des heures critiques et détruire la génération révolutionnaire afin de stabiliser le régime totalitaire. On voit aujourd'hui qu'il s'agissait aussi de supprimer les vieux révolutionnaires capables de s'opposer à la collaboration de l'URSS avec Hitler, instituée par le pacte de Moscou 1939, un an après l'exécution de la troisième charrette.

Or, dès 1937, une « Commission d'Enquête sur les accusations formulées contre Léon Trotsky aux procès de Moscou » travaillait à New-York, d'où elle se transportait à Mexico. Notre « Comité d'Enquête sur les Procès de Moscou » la secondait à Paris. La Commission américaine, présidée par le grand philosophe John Dewey, entendit longuement Trotsky non sans étudier toute son activité publique et privée en même temps que les moindres faits se rapportant aux procès de Moscou. En 1938, la Commission publia sa sentence en un volume de 400 pages et 247 considérants, signé de John Dewey, président, John Chamberlin, Alfred Rosmer, Edward Alsworth Ross, Otto Ruehle, Benjamin Stolberg, Wendelin Thomas, Carlo Tresca, Francisco Zamora, Suzanne La Follette, secrétaire, John Finerty, avocat-conseil. Le titre du livre, paru chez Harpers à New-York, est : *Not Guilty ! Innocent !* La Commission, en un mot, constatait la fausseté criante des accusations. Le fracas des canons couvrit bientôt sa voix. Mais on se souvient que l'accusation avait affirmé l'invraisemblable collusion de Trotsky — et des fusillés — avec le Nazisme et plus particulièrement avec Rodolphe Hess, le sous-Fuehrer de l'époque. Je n'entends pas revenir ici sur les grossiers mensonges dont cette thèse s'étaya : comme le prétendu voyage de Piatakov en Norvège en un temps où les autorités norvégiennes firent savoir que pas un avion n'était venu de Berlin. On se dépêcha d'exécuter Piatakov sans vérifier davantage, évidemment. Maintenant, les archives du gouvernement nazi sont entre les mains des Alliés. On en a tiré bien des documents sur la guerre d'Espagne, sur la collaboration de l'URSS avec le IIIe Reich, sur le partage projeté de l'Europe, sur d'autres sujets connexes dont on parlera plus tard. Sur Trotsky, rien! Au procès de Nuremberg, les procureurs de l'URRS se sont tenus cois, et ce n'était pas par oubli ou omission. La question leur avait été publiquement posée en des messages adressés au Président du Tribunal international par des personnalités faisant autorité en Angleterre et aux Etats-Unis : Herbert Wells,

Arthur Koestler, le capitaine John Baird, membre du Parlement, le professeur C. E. M. Joad, à Londres; Matthew Woll, vice-président de la Fédération Américaine du Travail, Oswald Garrison Villard, Dorothy Thompson, James Farrel, Edmund Wilson, George N. Schuster, Philip Randolph, William Rose Benet — et d'autres — à New-York. Si la signature de John Dewey fait défaut dans cette liste, c'est que le philosophe estimait la vérité suffisamment établie. Avec raison. Eugène Lyons conclut que la carence des Russes à Nuremberg « restera à jamais la preuve aveuglante de ce que toute la justification moscovite des épurations ne fut qu'une sinistre fabrication » (*Plain Talk*, novembre 1946).

LA VERITABLE CAUSE DE L'ASSASSINAT DE TROTSKY

La logique des faits historiques éclaire encore le crime. Entre 1934 et 1939, ce crime serait désavantageux, L'URSS appartient à la Société des Nations. C'est le temps du flirt avec les intellectuels d'Occident et des Congrès pour la Défense de la Culture; c'est le temps des Fronts populaires... Déjà la répercussion des procès de Moscou à l'étranger est plutôt fâcheuse. On s'abstient. Plus exactement, on se contente de moindres crimes comme les assassinats de Barcelone, l'assassinat de Reiss à Lausanne, l'enlèvement du général Miller à Paris, l'enlèvement de Rudolph Klement, également à Paris — et cœtera... Quel sombre *et cœtera !*

Surviennent le pacte Molotov-Ribbentrop en août 1939, la guerre européenne, le partage de la Pologne, l'expulsion de l'URSS de la Société des Nations, le voyage de Molotov à Berlin... L'URSS arme fébrilement, mais le Bureau Politique ne sait pas encore contre qui elle se battra. A l'approche de la guerre, il devient utile de supprimer l'organisateur de la victoire de la Révolution, l'irréductible antinazi, Trotsky, qui au lendemain de l'avènement d'Hitler avait écrit : « Si j'étais au pouvoir, je mobiliserais car la Russie est en danger de mort... » (Je cite de mémoire; la presse de Moscou dénonça le « bellicisme » de Trotsky...) D'autre part, la rupture de l'URSS avec les pays démocratiques est consommée. On n'a plus rien à perdre devant l'opinion ouvrière et libérale. Après l'immense crime de la collaboration avec Hitler contre tous les peuples de l'Europe, le crime de Coyoacan paraîtra bien secondaire. L'ordre est donné au moment où la chute de la France plonge le monde dans une sorte de stupeur désespérée, pendant que Londres brûle et que tout porte à croire à une prompte victoire continentale de Hitler. Le premier attentat de Coyoacan est hâtivement organisé : trop de participants, un artiste-aventurier à la tête, des bombes incendiaires qui ne s'allument pas. On avait l'ordre de faire vite. Si « Jackson » avait échoué, un troisième attentat eût suivi sans délai.

...J'étais traqué à Marseille, sans argent, sans papiers et presque sans gîte, quand la radio m'apprit la fin de Léon Davidovitch. Je me souvins de sa fière allure à la tribune, aux jours où Pétrograd — qu'il sauva — était perdu. Je me souvins de sa parole martelée au service d'un idéalisme intrépide. Je me souvins de son regard gris bleu dans une chambrette de Moscou, déjà cernée par la police politique... Puis, je lus dans *Le Temps* le filandreux commentaire d'un nommé André Pierre sur la fin du « Juif Trotsky ». Et je me souvins d'un texte publié des années auparavant par Degrelle dans une feuille pro-nazie de Bruxelles. Voici ce texte : « Moscou continue à bien faire les choses : le Juif Trotsky, congénère du youpin Vandervelde, continue à s'intéresser de près au communisme français et au communisme espagnol... Cet Hébreu, ayant sur les pattes le sang des millions d'ouvriers russes, je ne verrais aucun inconvénient à ce qu'on lui plantât entre les omoplates un poignard de trente centimètres. » (*Rex, 14 août 1936.*) Antisémitisme et totalitarisme inséparables ! Et je me souvins qu'un jour, à Moscou, Léon Davidovitch m'avait dit : « Il faut savoir périr ! » Et je trouvai ce temps bien amer, sans admettre pour cela que les hommes, les vrais, pussent renoncer au combat pour l'homme.

Victor SERGE.

Mexico, mars 47.

P.S. — Au moment d'expédier ce « papier », je reçois d'importantes informations. Louis Budenz, qui fut pendant dix ans le directeur du quotidien communiste des Etats-Unis, le *Daily Worker* et se convertit l'an dernier au catholicisme, publie en ce moment à New-York une sorte de confession dans laquelle il avoue avoir participé, en tant que dirigeant du PC américain, à la préparation de l'assassinat de Trotsky. Il expose que le leader du PC américain Earl Browder, un autre communiste influent, Jack Stachel et lui-même, Budenz, commencèrent à s'occuper de ce crime dès fin 1936, c'est-à-dire après le premier procès de Moscou, dès que le départ de Trotsky pour le Mexique fut connu. Budenz relate comment et à l'aide de quels intermédiaires il réussit à introduire l'agent secret « Jackson » parmi les trotskystes. A cette fin, il envoya à Paris, sur recommandation d'un agent du Guépéou, « miss Y », c'est-à-dire Ruby Weil. Cette dernière est en effet connue pour avoir introduit « Jackson » auprès de Sylvia Ageloff — et pour avoir collaboré à une publication communiste camouflée.

Les aveux de Louis Budenz sont à rapprocher de la déclaration adressée aux tribunaux mexicains, en juin 1940, par l'ancien chef de l'espionnage soviétique en France et en Espagne, Walter Kriwitsky (qui devait quelques mois plus tard être trouvé mort dans une chambre d'hôtel de Washington...). De cette déposition, j'extrais les lignes suivantes : « La Direction Centrale de la Sûreté de l'Etat organise des actes terroristes à l'étranger. Vu les risques et les complications diplomatiques qui pourraient en résulter, les ordres sont donnés personnellement par le Commissaire du Peuple à l'Intérieur, chef de la Direction Centrale de la Sûreté de l'Etat (D. C. S. E.), avec la sanction préalable de Staline. Les actes sont accomplis par des agents responsables de la DCSE à l'étranger. Les assassins sont toujours des étrangers appartenant aux services, communistes éprouvés. Pour des raisons de clandestinité, certains d'entre eux ne sont pas affiliés au parti. » On a deviné que la DCSE est un des noms du Guépéou qui en change souvent. — V.S.

LA CLASSE OUVRIERE AMERICAINE APRES LA GUERRE

Le problème de la reconversion

Le passage devenu soudain nécessaire des fabrications de paix aux fabrications de guerre, la grande conversion de l'industrie de paix en industrie travaillant quasi exclusivement pour l'armée s'était opérée sans à-coups.

Jusqu'à Pearl Harbor, quand le Japon déclencha son attaque par surprise, l'Américain moyen était obsolument convaincu que l'Amérique resterait hors de la guerre. Il n'aimait ni Hitler ni l'hitlérisme, mais pas au point de consentir à aller se battre en Europe aux côtés des Alliés, et trouvait excellente la formule de Roosevelt : Amérique, arsenal de la démocratie. Les partisans les plus décidés des Alliés n'osaient pas en demander davantage. Par contre, les isolationnistes de toute tendance étaient agressifs et très remuants, organisant des campagnes de meetings à travers tout le pays. Leur héros était Lindbergh, un héros extrêmement populaire qui, d'un voyage récent en Europe, avait rapporté la conviction que l'Allemagne hitlérienne était invincible. Toute mesure gouvernementale considérée comme devant favoriser les Alliés était par eux âprement critiquée. Roosevelt était dénoncé comme un fauteur de guerre. Dans ce chœur isolationniste et anglophobe, les staliniens faisaient leur partie avec entrain; ils n'étaient pas les moins bruyants, mais seulement jusqu'au jour où Hitler lança ses armées contre la Russie.

L'agression japonaise renversa d'un coup et complètement la situation. Les Etats du Pacifique sont loin de l'Europe et l'Europe ne les intéresse pas, mais le Japon et les Japonais les intéressent beaucoup. Ils furent aussitôt parmi les plus belliqueux. Et comme Hitler déclara la guerre à l'Amérique, les germanophiles et hitlériens du Middle West furent réduits au silence. Quand Roosevelt, dans son discours au Congrès, parla avec indignation du « jour d'infamie », on peut dire qu'il exprimait le sentiment quasi unanime de l'Amérique. Big Business et Wall Street — l'industrie et la finance — étaient hostiles à l'hitlérisme parce que, selon le titre d'un livre publié par l'ex-attaché commercial à l'ambassade américaine de Berlin — *you can't do business with Hitler* — on ne peut pas faire d'affaires avec Hitler; là où l'hitlérisme étendait sa patte, il prenait la part du lion du commerce des pays qu'il occupait ou protégeait. Les organisations ouvrières haïssaient Hitler parce qu'il détruisait les syndicats partout où il passait et persécutait les leaders syndicaux.

Ainsi, dès ce jour, nulle opposition à la guerre. Le gouvernement a les mains libres; ce qu'il lui faut mais dont il a absolument besoin, c'est du temps. L'impréparation du pays à la guerre était aussi complète que possible : ni armée, ni aviation militaire, ni matériel. Seule la flotte n'était pas négligeable, mais l'attaque inopinée du Japon l'avait considérablement réduite : navires détruits ou sérieusement endommagés en tel nombre qu'il faudra mentir et que la vérité ne sera connue que longtemps après. L'idée d'une participation de l'Amérique à une guerre éventuelle en Europe était si généralement exclue que le Congrès n'hésitait pas à rogner les crédits militaires qui lui étaient demandés. Le grand état-major n'avait qu'une chose non négligeable : un programme très étudié et très précis. Les hommes qui dirigeaient la politique américaine étaient contraints de laisser à l'Américain moyen ses illusions, mais ils n'ignoraient pas que l'Amérique serait un jour dans la guerre, et que, cette fois, à la différence de ce qui s'était passé lors de la première guerre mondiale, il lui faudrait engager toutes ses forces et à fond. Willkie et Roosevelt, le républicain et le démocrate qui s'affrontent aux élections de 1940, sont là-dessus complètement d'accord; Willkie reproche même à Roosevelt son manque de courage, sa peur de dire la vérité au peuple.

Mais pour mettre ce programme à exécution il faut attendre l'occasion. Pourtant, il est clair que par une série de mesures successives, l'Amérique est déjà dans la guerre. La loi de neutralité est rappelée; l'Amérique pourra vendre des matériels d'armements *cash and carry*, c'est-à-dire à qui peut payer et prendre livraison — ce que l'Angleterre peut faire mais est interdit à Hitler; elle cède cinquante torpilleurs à l'Angeterre contre des bases dans les îles voisines; elle affirme sa volonté de protéger ses convois et, au besoin, les commandants des bateaux ont l'ordre de tirer à vue.

Ce ne sont là que préliminaires. L'occasion décisive, le Japon la fournira, « le jour d'infamie » ; mais bien qu'il dût la payer cher, le gouvernement américain ne pouvait en espérer de plus favorable puisqu'elle allait lui permettre de mobiliser le pays entier, dans l'effort de guerre. Effort gigantesque puisqu'il faut tout créer : une flotte double pour avoir la maîtrise dans les deux Océans : l'Atlantique et le Pacifique; une armée, dont l'effectif atteindra onze millions d'hommes qu'il faudra équiper et armer.

Il existait déjà de grandes usines, mais le programme prévoit qu'elles seront insuffisantes et mal adaptées aux fabrications nouvelles : l'Amérique démarre tard mais elle va pouvoir profiter de toute l'expérience acquise et débuter, dans chaque domaine, par les types les plus achevés. Des villes nouvelles surgiront en quelques mois — car il faut loger les ouvriers — par exemple, Richmond, dans la baie de San Francisco où l'entreprenant Kaiser va construire ses Liberty ships.

Il y aura des déboires, des échecs coûteux, des fabrications abandonnées en cours de route, mais le programme a été si bien étudié et, surtout, les ressources du pays sont si grandes, que lorsque Roosevelt le formule, il sait qu'il sera exécuté. La propagande hitlérienne s'empresse de parler de bluff, peut-être sans trop y croire, mais ce qu'elle

croit et espère, c'est que l'Amérique n'aura pas le temps; quand elle sera prête, les nations d'Europe auront déjà été écrasées et soumises.

L'énormité du programme — il annonçait la construction de 50.000 avions en un an — laissa des sceptiques même en Amérique. Il est bon ici de signaler un incident qui marque un des traits de la vie politique américaine. Quelques jours avant Pearl Harbor, quand l'activité des isolationnistes atteignait son plus haut point, le programme proposé par l'état-major fut publié par l'organe réactionnaire et anglophobe par excellence, la *Chicago Tribune*, qui tire à un million d'exemplaires et que tout le monde lit à Chicago. Il y avait eu une fuite au ministère de la guerre : l'Amérique est le pays du monde où les secrets d'Etat sont le plus mal gardés. Mais justement parce que ce programme était gigantesque, chacun pensa qu'il s'agissait d'une invention du journal, et la révélation de cet important secret resta sans conséquences. Le directeur du journal ne fut pas même sérieusement inquiété.

Avec les marchés de guerre, les patrons sont toujours largement servis, et, avec eux, tous ces intermédiaires et politiciens qui usent de leur influence pour les leur faire octroyer. Poussé par la nécessité, Washington dépensait sans compter, tant les crédits atteignaient des chiffres fantastiques. L'Etat construisit des usines à son propre compte et fournit des subsides aux compagnies.

Aux ouvriers, il faut bien assurer des conditions de vie décentes, avant tout un salaire considéré comme encourageant. Il y eut en réalité des relèvements de salaires, mais le salaire se trouva accru principalement du fait des heures supplémentaires permanentes; la semaine de 40 heures s'effaça devant celle de 48 heures, les 8 heures supplémentaires comptant pour 12 selon la règle établie. Donc, salaire hebdomadaire de 52 heures remplaçant celui de 40 heures. Mais c'est surtout le salaire familial qui va s'accroître. Il y a un appel de main-d'œuvre considérable. Le chômage, encore appréciable la veille, a progressivement disparu. Femmes et jeunes filles vont à l'usine de guerre, et avec empressement; elles y reçoivent tout de suite 40 dollars par semaine, plus du double de ce qu'elles gagnent dans l'occupation qu'elles quittent. Et il y a encore pour les jeunes étudiants des écoles supérieures, collèges, universités, toutes sortes de possibilités d'obtenir un salaire : mi-journée à leur choix, matin, après-midi, soirée, dans les grands magasins, les uniprix, les débits de toutes sortes qu'on trouve nombreux dans toutes les villes d'Amérique.

Pour régler les conflits possibles le gouvernement a créé un organisme spécial de conciliation et d'arbitrage. Roosevelt a appelé près de lui deux conseillers techniques : Knudsen, de General Motors, pour les patrons; Hillman, de la Fédération de l'habillement, pour les ouvriers. Enfin, pour contenir une éventuelle mais certaine hausse des prix, un contrôle sérieux est établi.

Tel fut le régime du temps de guerre, que représentants et ouvriers estimèrent satisfaisant. William Green, pour l'American Federation of Labor; Philip Murray, pour le C. I. O. donnèrent en conséquence le mot d'ordre : pas de grèves. Il y eut tout de même des grèves, cependant, comme il y en eut en Angleterre, des grèves « sauvages », c'est-à-dire déclenchées par la base en dépit des ordres des dirigeants syndicaux, mais elles ne prirent jamais assez d'ampleur pour gêner la réalisation du programme gouvernemental.

***

On pensait bien que le retour aux industries de paix, la « reconversion » des usines, ne serait pas aussi facile. D'importants problèmes allaient tout de suite se poser, et d'abord celui des salaires, des revendications ouvrières. Les mêmes, mais considérablement amplifiés, qu'après la première guerre mondiale. Un bon précédent pour des patrons : ils avaient alors été tous résolus à leur avantage. Une série de défaites ouvrières. Les ouvriers de l'industrie lourde étaient en ce temps inorganisés. Un grand effort fut décidé et entrepris pour syndiquer les ouvriers des aciéries. La campagne fut dirigée par William Foster, avec l'appui de l'American Federation of Labor. Elle se heurta à ce type de patrons de combat américains usant de tous les moyens pour briser les grèves et ne pas permettre au syndicat de s'implanter dans leurs usines. Non seulement un échec, mais Foster fut accusé de menées subversives, comparut devant une commission d'instruction, et ne se sauva qu'en appelant Samuel Gompers à son aide, et en rappelant qu'il avait été bon patriote pendant la guerre, faisant même de la propagande pour les Bons de la Liberté. Il était alors syndicaliste révolutionnaire, et c'est le même Foster qui vient d'évincer Browder de la direction du Parti communiste américain.

Ce grave échec eut des conséquences immédiates; l'offensive ouvrière d'après-guerre était brisée; la pénétration syndicaliste interdite partout où elle n'était pas déjà réalisée et, pour consacrer cette défense, la création de faux syndicats appelés « Company unions », parce qu'ils n'étaient rien d'autre que des agences patronales.

Cette fois, les choses se présentaient d'une manière beaucoup moins défavorable pour les ouvriers : les syndicats existaient et s'étaient imposés à peu près partout, même chez Ford; plus de place pour les « Company unions ». L'effectif total des syndiqués — des deux centrales et des Fraternités de cheminots — atteignait 15 millions. En outre, la plupart d'entre eux avaient une bonne expérience des batailles ouvrières : c'étaient ceux qui avaient participé notamment aux occupations d'usines.

Tout le monde était d'accord pour revenir à la semaine de 40 heures — institution désormais solidement établie en Amérique. Du côté ouvrier, on ajoutait : sans réduction de salaire, c'est-à-dire celui de 52 heures pour 40. Donc, augmentation de 33%. Selon leur coutume, les syndicats de l'A. F. of L. mènent le plus souvent des actions séparées et obtiennent, presque toujours sans grève, des augmentations variables. Le C.I.O. qui, lui, groupe la plupart des nouveaux syndiqués, ceux de l'auto et de la métallurgie, pose ouvertement et pour tous la revendication des 33%. Le conflit débute avec General Motors.

Un élément nouveau intervient ici : le contrôle des prix, encore maintenu, contre le gré des compagnies. C'est Washington qui fixe le prix des voitures. Les constructeurs disent : sur cette base, impossible accorder 33%. Pour les ouvriers, Walter Reuther répond : « Montrez vos livres ». Demande logique mais nouvelle qui fait sensation et provoque d'amples discussions. Les compagnies ont recours aux arguments habituels : prétention intolérable, intrusion inadmissible des ouvriers dans la gestion des entreprises, etc.

La grève se poursuit et devient une épreuve de forces. Du côté patronal, on n'est pas fâché qu'elle dure. Les compagnies ont réalisé d'énormes profits

pendant la guerre; elles peuvent supporter de n'en pas faire pendant quelque temps, échappant ainsi en outre aux surtaxes spéciales frappant les bénéfices de guerre. Une longue grève videra la caisse syndicale et les poches des ouvriers qui deviendront alors plus dociles.

Cependant les ouvriers tiennent le coup. Ils ne sont pas fâchés de souffler un peu après le rude effort qu'ils ont fourni durant plusieurs années. Finalement, un compromis intervient : augmentation des salaires de 18,5%. Ce n'est pas la victoire totale; le succès n'est que partiel, mais le fait important est que l'organisation syndicale n'en est nullement affaiblie ; elle reste intacte.

***

Déclenchée plus tard, dans des conditions particulières, conduite d'une manière différente, la grève des mineurs fut un désastre.

Quand John L. Lewis, président du syndicat des mineurs, lance l'ordre de grève, il n'avait aucun doute sur l'issue : le succès était certain. Ce qui lui donnait cette certitude, c'est que huit fois au cours des cinq dernières années il avait engagé la bataille contre les compagnies et contre le gouvernement, et chaque fois les revendications formulées avaient été finalement acceptées, toutes ou une notable partie. La tactique était simple. A chaque renouvellement des conventions collectives réglant pour une année les conditions de travail Lewis présentait de nouvelles demandes concernant salaires et heures de travail. Si l'accord n'intervenait pas avant le renouvellement, les mineurs cessaient tous, automatiquement, le travail, le mot d'ordre étant : *No contract, no work* — pas de convention, pas de travail. Quand la grève se prolongeait, le gouvernement ordonnait la réquisition des mines. Il n'y avait, en fait, rien de changé, l'intervention gouvernementale se bornant à la désignation d'un administrateur nominal des mines; son but était d'assurer la reprise du travail, de permettre aux pourparlers de continuer et de trouver un compromis. Une solution typiquement rooseveltienne. Roosevelt avait trop besoin de l'appui des ouvriers pour ses réélections pour jamais se risquer à les attaquer de front : la souplesse et l'empirisme caractérisaient sa politique. Mais Lewis avait oublié une chose pourtant importante : que les conditions avaient complètement changé, que la guerre était finie et que Roosevelt n'était plus là. Surtout, bien que tacticien consommé et retors, il n'avait pu imaginer que le gouvernement disposait d'un moyen de briser la grève.

Au moment où le conflit s'était engagé, les mines travaillaient sous le régime de la réquisition. Truman et ses conseillers décidèrent de mettre cette circonstance exceptionnelle à profit pour infliger à Lewis une défaite complète et décisive : son attitude était jugée, par eux, arrogante et insupportable; il fallait en finir avec ses sommations revenant plus régulièrement que les saisons. Pour cela, ils vont ressusciter la procédure d'injonction, qui accorde aux tribunaux le soin de décider si une grève est légale ou non, autorisée ou interdite; en fait, une restriction considérable au droit de grève théoriquement reconnu. Cette procédure avait été abrogée en 1932 par la loi Norris-La Guardia, C'est elle, cependant, que Truman invoque. Sans doute le droit de grève est entier, et les ouvriers peuvent toujours cesser le travail, mais quand il s'agit d'un conflit entre ouvriers et patrons. Ici, du fait de la réquisition, l'employeur est l'Etat; la loi de 1932 n'est pas faite pour lui. Un juge endosse cette thèse, proclame l'injonction, et comme Lewis refuse d'en tenir compte, il sera poursuivi, lui et chacun des grévistes, pour « outrage à la magistrature ».

Au moment de la rupture des pourparlers avec le délégué du gouvernement, Lewis, usant de sa rhétorique habituelle, lui avait écrit : « *Votre attention avait été une fois encore appelée sur la dure condition des hommes travaillant 54 heures dans les entrailles de la terre. Maintenant vous proposez cavalièrement un délai de 60 jours avant recours à une grève éventuelle. Votre proposition est pure folie et extrême platitude. A la dernière heure du dernier jour vous cédez aux flatteries et aux enjoleuses voix des sirènes des compagnies, et vous voulez placer les mineurs unis d'Amérique entre Charybde et Scylla ; cela, nous ne le permettrons pas.* »

C'est le langage ordinaire de Lewis, grandiloquence qui ne l'empêche pas de négocier occasionnellement dans la coulisse. C'est ce qu'il essaya de faire, dit-on, quand il comprit que l'action du gouvernement était sérieuse et qu'il en entrevit les conséquences. Devant le tribunal, se sentant battu, il parla autrement. Quand le juge, avant de fixer le montant de l'amende qu'il allait lui infliger, déclara qu'il pouvait indiquer quelles étaient ses ressources personnelles, il répondit qu'il recevait du syndicat un salaire de 25.000 dollars, qu'il possédait une maison à Alexandria, Virginia, et la location à vie d'une maison à Springfield, Illinois. « *A part cela*, ajouta-t-il, *je ne possède rien sauf assez d'argent pour payer les factures des fournisseurs. Mais que cela ne vous empêche pas de m'infliger l'amende que vous croyez juste. — Attention Mr. Lewis, dit le juge : n'outragez pas la magistrature. — Mais je suis poursuivi pour cela. — Je le sais, mais vous pourriez être poursuivi une seconde fois.* » Défaite, complète, humiliante, pour lui; personnellement, et pour son syndicat. L'amende, pour lui était de 10.000 dollars, et pour le syndicat de 3.500.000. L'affaire reviendra devant la Cour suprême ; les amendes seront réduites, mais l'effet moral, désastreux pour la classe ouvrière, restera.

Cette résurrection hypocrite de la redoutable procédure d'injonction aurait pu, aurait dû être l'occasion d'une mobilisation générale de la classe ouvrière. Sans doute, W. Green, pour l'A. F. of L., et Philip Murray, pour le C. I. O., protestèrent et assurèrent les mineurs de leur solidarité. Mais c'étaient seulement des mots. Ils étaient, au fond, fort mécontents contre Lewis dont l'individualisme impénitent venait de créer une situation peu favorable à la nouvelle demande d'augmentation de salaires que les organisations syndicales allaient présenter pour suivre la hausse du coût de la vie. L'absence ou l'insuffisance des stocks avait entraîné des restrictions de toutes sortes, des fermetures d'usines, précisément en décembre, au temps de Christmas. Ce n'était souvent qu'un prétexte, mais excellent, pour provoquer et entretenir un mécontentement général, peu favorable à un mouvement de solidarité ouvrière. Là encore, Lewis s'était trompé : il avait mal choisi son temps pour la grève. Il y aurait tant à écrire à son propos qu'un article entier devrait lui être consacré. Mentionnons seulement ici les salaires et heures de travail que son action a contribué à obtenir pour les mineurs américains. Salaire horaire moyen : 1 dollar 48 (métallurgie : 1, 24; auto : 1, 37). La semaine de 54 heures indiquée par Lewis serait exceptionnelle; la moyenne serait de 41 heures 4.

Il arrive pourtant parfois, rarement, qu'il se rencontre un juge pour reconnaître le bien-fondé d'une revendication ouvrière. La dernière en date de ces exceptions n'est rien de moins qu'une décision de la Cour suprême. Il s'agissait d'une action engagée en 1941 par le Syndicat des postiers unis contre une compagnie de Mont Clemens, Michigan, pour obtenir rémunération d'un temps de présence exigé quotidiennement mais non payé : les ouvriers étaient contraints d'être présents 14 minutes avant l'heure à partir de laquelle la journée de travail commençait.

En 1942, le juge fédéral rendit, en faveur de la demande du syndicat, un jugement qui fut cassé par la Cour d'appel. L'affaire fut portée devant la Cour suprême. Le 10 juin dernier, la Cour, par une décision prise à la majorité, annula l'arrêt de la Cour d'appel, déclara que le juge fédéral avait bien jugé, et lui laissa le soin de fixer le montant du rappel de salaire pour chaque ouvrier.

L'affaire était restée locale et, en dehors des intéressés, on n'y avait guère prêté attention, quand, en décembre dernier, les ouvriers des aciéries, dont le syndicat est au C. I. O., adressèrent aux compagnies une demande de rappels de salaires montant à 120 millions de dollars, basée sur la décision de la Cour suprême. D'autres syndicats suivirent, millions s'ajoutant aux millions. Le rappel, d'abord ignoré, devenait quelque chose de fantastique, prenait la première place dans l'actualité; on en discutait partout. Les avocats des compagnies se lamentaient : on voulait ruiner leurs clients. Le procureur général rappela au juge fédéral que « l'histoire légale a consacré la règle que les cours de justice n'ont pas à s'occuper des détails ». On lui fit remarquer qu'il s'agissait ici de « détails » de quelque importance. La menace la plus sérieuse était celle d'une demande d'abrogation de la loi sur laquelle reposait l'octroi du rappel, avec effet rétroactif, que la nouvelle majorité républicaine du Congrès ne manquerait pas de voter au cas où les syndicats insisteraient. Dans ces conditions, les conseils juridiques des syndicats recommandèrent la prudence et la modération. De sorte qu'après avoir fait sensation, l'affaire se réglera sans doute par des arrangements particuliers, le plus souvent par l'incorporation du temps de présence spécial à l'usine ou au chantier, là où il sera maintenu, dans la durée de la journée de travail.

Pour essayer de donner un tableau aussi complet que possible du mouvement ouvrier dans la présente période, il faudrait encore mentionner un grève générale qui, durant trois jours, paralysa entièrement l'activité d'une ville de Californie, Oakland, qui est en fait un morceau de l'agglomération de San Francisco. La police était intervenue pour permettre à des jaunes de franchir un piquet de grève. Le centre syndical, groupant les syndicats de l' A. F. of L. riposta aussitôt par un ordre de grève générale. Toute la vie de la cité fut suspendue; on remarqua que, pour la première fois, les quotidiens eux-mêmes n'avaient pu paraître. Les ouvriers américains ont dû mener de rudes batailles pour imposer le picketing. Aujourd'hui il est inscrit dans la loi. On voit par cet exemple que les syndicats ne sont pas disposés à s'en laisser dépouiller.

Alfred ROSMER.

Le drame vietnamien

Le conflit qui ensanglante le sol du Viet Nam à l'heure actuelle n'est rien d'autre que celui qui oppose à des tentatives de conquête coloniale la résistance d'un peuple qui entend demeurer libre. Il faut bien dire que, du côté des réactionnaires français, les manœuvres qui ont abouti au conflit ont été habilement exécutées, avec une ténacité et un esprit de suite dignes d'un meilleur emploi. Chaque étape prépare la suivante et découvre davantage l'objectif final.

La « pacification » de la Cochinchine, première tête de pont pour la conquête du reste de la péninsule, et qui pourrait le cas échéant jouer le rôle d'un « Ulster », ou d'un « Soudan » indochinois; la signature des accords du 6 mars, permettant aux troupes françaises de pénétrer au nord du seizième parallèle et d'y occuper les points stratégiques; la série de provocations, allant de la reconnaissance de « l'Etat autonome » de Cochinchine à la seconde Conférence de Dalat plongée dans le dos du Viet Nam, retenu à Fontainebleau; enfin les incidents de Bac Minh, de Haïphong, de Lang Son, de Hanoï : voilà autant de jalons conçus, mûris au préalable par une clique de Français — capitalistes, militaristes, nationalistes — pour mener le Viet Nam vers l'asservissement colonial.

Ces colonialistes cherchent à empêcher la réalisation de la liberté du peuple vietnamien par une série de coups de force : les étiquettes d'autonomie ou d'indépendance ne seraient plus que des artifices qui masqueraient le retour au régime colonial d'avant guerre.

Or, le peuple vietnamien, qui connaît l'esprit de duplicité des Français d'Indochine — qu'il se garde bien de confondre avec ceux de France — ; qui connaît les violations de traités tant dans l'Empire français (traité de Tafna conclu avec Abd el Kader) que dans son propre pays (traité de 1884 conclu avec Tu Duc), s'est méfié à juste titre. Il a cherché à prévenir les coups de l'adversaire et, en même temps, à consolider sa liberté acquise depuis l'accord du 6 mars.

Les événements du 19 décembre 1946 constituent donc une parade de défense, et si les colonialistes français ont poussé les hauts cris en parlant de « l'agression préméditée » des Vietnamiens, c'est parce qu'ils sont furieux de trouver devant eux une résistance préétablie, bien organisée et entraînée à l'action beaucoup plus qu'ils ne le soupçonnaient.

Ils ont cru « faire rapidement leur affaire », emporter la décision militaire au bout d'un court laps de temps, et placer de nouveau le pays sous leur domination. Leur calcul est clair : il s'agit d'éliminer le « parti du Viet Minh » et

Ho Chi Minh, son chef; tout le reste se débandera, et sera facilement asservi.

*
**

Mais c'est en cela que réside leur erreur la plus flagrante. Erreur de fait autant qu'erreur d'appréciation. D'abord, le Viet Minh n'est pas un Parti, mais une *Association de Partis* luttant ensemble pour l'indépendance nationale. Et si le Parti communiste y joue un rôle important, il ne joue pas un rôle exclusif, loin de là. On ne s'expliquerait pas autrement le fait qu'un catholique comme Nguyen Manh Ha (que les colonialistes ont essayé, mais en vain, de transformer en « Quisling ») a témoigné sa solidarité totale envers le gouvernement du Viet Minh, et envers son chef. Ce dernier aussi n'a pas cette « puissance » que certains voudraient lui attribuer. Malgré sa forte personnalité indéniable, et ses capacités politiques éprouvées, Ho Chi Minh reste avant tout, pour le peuple vietanmien, un « symbole ». Il faut qu'on se groupe, face à l'adversaire, autour de quelqu'un, autour d'un drapeau. (Le peuple français s'est bien rallié, il y a quelque temps, autour de de Gaulle). La disparition éventuelle d'un symbole ne changera rien aux aspirations profondes du peuple, qui sait ce qu'il veut et qui luttera jusqu'à ce qu'il obtienne satisfaction.

C'est cette cohésion vraiment nationale qui a donné le caractère d'âpreté et de généralisation à la résistance vietnamienne. Le peuple tout entier se bat du Sud au Nord de l'Indochine, et ne recule devant aucun sacrifice. Il n'e t pas facile de venir à bout d'une telle volonté. Tous les observateurs étrangers là-dessus sont concordants : il ne faudrait pas moins de 400 à 500.000 hommes pour pouvoir conquérir le pays, en guerroyant pendant des années. (Après plus d'un an de guerre en Cochinchine, les Français ne peuvent sortir de Saïgon que sous la protection de convois armés). Leclerc lui-même a reconnu, dans son rapport au gouvernement, la vanité d'une conquête militaire de l'Indochine. Cette solution serait d'ailleurs en dehors des possibilités économiques et financières de la France : chacun le sait.

D'autre part, les colonialistes français, en même temps qu'ils se leurrent sur la capacité de résistance du peuple vietnamien, ont franchement méconnu les réactions de l'opinion internationale. La cause vietnamienne a recueilli la sympathie de tous les peuples et dans certains pays d'Asie cette sympathie est même agissante. On connaît l'odyssée de « l'Ile-de-France » transportant les troupes en Indochine, qui a essuyé partout sur son long chemin le refus des dockers de ravitailler le bateau de guerre (on peut rapprocher cette belle attitude de solidarité internationale de celle des dockers français qui ont laissé partir le bateau, et surtout de celle des ministres communistes, qui ont voté les crédits militaires malgré l'abstention symbolique de leur groupe). L'Inde, la Birmanie et le Siam interdisent le survol de leur territoire aux appareils militaires français, cependant que des légions hindoues et birmanes sont levées pour aller combattre dans les rangs du Viet Nam. Depuis une semaine, un Congrès des peuples d'Asie s'est ouvert à Delhi, pour étudier « *les moyens de venir en aide aux peuples asiatiques luttant pour leur indépendance* ». Le gouvernement français, arguant de ses intérêts en Extrême-Orient, s'est formalisé de ce que le Viet Nam y soit représenté, et non pas la France (il ne manquerait plus que cela).

La Chine et, derrière elle, les Etats-Unis, suivent les événements indochinois avec une particulière attention. Combien de fois les Américains ont-ils pressé la France « d'agir vite » dans le règlement du problème vietn mien faute de quoi, ils interviendraient. En vérité, ils n'attendent plus qu'un certain changement dans le gouvernement du Viet Nam, qu'ils souhaitent plus « national » — afin de donner plus de gages à leur emprise économique — pour intervenir à fond. Vingt-cinq millions de clients éventuels, ce n'est pas une quantité négligeable...

Or, il suffirait de peu de chose pour que le gouvernement actuel devienne tout à fait « national ». N'assiste-t-on pas à un certain effacement de Ho Chi Minh, qui laisse émerger des personnalités plus modérées, comme le socialiste Hoang Minh Giam, récemment nommé ministre des Affaires étrangères ?

Ainsi donc, tant au point de vue intérieur qu'au point de vue international, le peuple vietnamien semble être en bonne position pour mener sa lutte de libération. Il a manifesté son désir de vivre en paix avec le peuple français, dans une fraternelle coopération économique et culturelle. Mais il se montre décidé à réaliser, par tous les moyens, l'indépendance et l'unité de son pays, contre les tentatives de domination impérialiste.

Le peuple de France, et en particulier la classe ouvrière, saura-t-il mettre un terme aux méfaits des colonialistes, avant qu'il ne soit trop tard? Pour cela, les motions platoniques ou les abstentions symboliques ne serviront à rien : seule l'action concertée et déterminée des dockers, des ouvriers de l'armement, des équipages des navires, et de l'ensemble des masses laborieuses aura de l'efficacité. Le prolétariat français, en empêchant la réaction de se déchaîner en Indochine, par un refus systématique de la servir, contribuera ainsi à la libération effective du peuple vietnamien. Du même coup, il aura remporté une victoire sur le chemin de sa propre libération.

Henry BABERT.

A propos... des jésuites

Nous avons donc des maximes pour toutes sortes de personnes, pour les bénéficiers, pour les prêtres, pour les religieux, pour les gentilshommes, pour les domestiques, pour les riches, pour ceux qui sont dans le commerce, pour ceux qui sont mal dans leurs affaires, pour ceux qui sont dans l'indigence, pour les femmes dévotes, pour celles qui ne le sont pas, pour les gens mariés, pour les gens déréglés : enfin, rien n'a échappé à leur prévoyance. C'est-à-dire, lui dis-je, qu'il y en a pour le clergé, la noblesse et le tiers état : me voici bien disposé à les entendre.

PASCAL
(Sixième lettre)

Marcel Martinet

Il n'est pas d'hommes indispensables. Mais il est des hommes qu'on ne peut remplacer, dont personne ne peut tenir la place, car ils représentent une génération, une époque, un moment de l'Histoire...

Nous n'aurions pas à chercher longtemps pour en connaître de cette qualité, tout près de nous... Et nos regards s'arrêtent sur la place définitivement vide qu'occupait dans notre amitié celui qui fut peut-être le plus pur des nôtres.

Marcel Martinet fut un poète, un écrivain, un critique dont nous n'avons guère à parler ici. L'émotion, que nous avons toujours éprouvée, en le lisant, n'était pas de qualité littéraire. Marcel Martinet fut un militant syndicaliste, pacifiste, révolutionnaire. Formé, avant 1914, dans l'équipe des « Temps Nouveaux », résistant dès août 1914, à la guerre et à l'Union sacrée, il devint tout naturellement l'un des membres du petit groupe qui mena l'opposition de guerre, à travers Zimmerwald et la Révolution russe, jusqu'à la première Internationale communiste (celle de Lénine et de Trotsky), combattit la bolchevisation et aboutit au noyau de la *Révolution Prolétarienne*. Sur le militant, sur le rédacteur de *la Plèbe*, de *l'Avenir international*, de la *Vie ouvrière* (celle de 1914 et de 1919), de *l'Humanité* (de 1920 à 1923), de *l'Ecole Emancipée*, de *l'Ecole Libératrice*, il y aurait beaucoup à écrire, et Monatte voudra sans doute compléter les pages qu'il a rédigées, en 1936, pour le numéro spécial des *Humbles*, consacré à Martinet. En celui-ci, le militant valait le poète, et l'homme surpassait l'un et l'autre.

Est-il même possible de distinguer ? La littérature, pour la plupart des écrivains, même pour ceux qui se classent à l'extrême gauche, lorsqu'elle n'est pas tout simplement une marchandise, est un luxe ou un moyen d'évasion... Chez Martinet, elle n'était pas seulement l'expression d'une sincérité totale, le don total d'une personnalité aussi raisonnable que sensible, la participation à une action sociale — elle était aussi, selon l'heureuse définition de Violette Rieder (avant-propos du *Florilège Marcel Martinet* publié par *l'Amitié par le Livre*), un complète communion avec les hommes et avec la nature.

Et, sans doute, on ne trouvait chez lui, ni une doctrine desséchée, ni une géométrie de l'abstraction, ni, non plus, ce sentimentalisme quelque peu écœurant des intellectuels qui se penchent sur la misère du peuple. Ses idées révolutionnaires « s'éclairaient au feu de l'action », reposaient sur une conscience claire des nécessités de la lutte. Mais elles gardaient un visage humain, elles ne pouvaient se traduire dans les faits, que par des hommes, dont la vie a une valeur propre — par des hommes, qui ne soient pas des automates fabriqués en série, qui vivent de la vie ordinaire des gens de leur classe sociale, et qui cependant apparaissent, non seulement par leurs idées, non seulement par leur action, mais surtout par leur morale, comme des intrus dans la société d'aujourd'hui. Personne n'a réagi, avec plus de vigueur que Martinet, contre cette abdication de la volonté humaine, devant la fatalité des choses, que d'aucuns, même parmi nous, acceptent parfois, avec une résignation désespérée. Le grand tragique des « Temps maudits » qui entendait prolonger, à travers les liesses de la victoire, la révolte des « assassinés de la guerre » *(vos cadavres vivants, sur l'Histoire, entassés)*, le poète de *la Nuit* — drame du Prolétariat français —, cet être exceptionnellement sensible, que les souffrances individuelles comme les malheurs collectifs bouleversaient profondément, porta, jusqu'à la fin, dans un corps qu'il disputa à la mort, pendant vingt ans, une ardente sympathie pour tout ce qui vit, une fraîcheur d'âme et une jeunesse inépuisable.

...Jusqu'à la fin ? —

Martinet collabora peu à la *Révolution prolétarienne*. Pendant ces vingt années d'isolement, il écrivit des poèmes que certains connaisseurs classent parmi les meilleurs. Mais, éloigné de l'action, il ne se reconnaissait plus le droit d'écrire dans une revue faite par des militants, pour des militants. Et cependant, il fut toujours présent parmi nous.

Nous nous rencontrâmes, pour la dernière fois, en septembre 1942. Parisien pour quelques jours, il avait voulu interroger la plupart de ses anciens compagnons. J'entends encore ses derniers mots, au téléphone, le matin de son départ « *J'ai vu nos amis. Je pars, terriblement angoissé par leur état d'esprit* ». Il me semble avoir saisi là, le secret de sa mort. Il abandonna la lutte contre la maladie, non parce que les temps étaient maudits, mais parce qu'il n'entendait plus la protestation des quelques hommes dont il avait partagé les espoirs.

L'angoisse de Martinet provoquée par notre dispersion, c'est peut-être l'héritage qu'il nous laisse. La renaissance de la *Révolution prolétarienne* répond à son ultime question. Par delà la tombe, nous avons des comptes à lui rendre. Puisse l'humble foyer que nous rallumons aujourd'hui, mériter le salut exprimé dans un de ses vers :

« *O petite lumière ! O victoire sur l'ombre!* »

R. H.

Nous publierons, dans notre prochain numéro, quelques notes sur tous nos amis disparus, dont les places sont vides parmi nous :

***Simone Weil, E. Fronty, J. Baldacci, V. Godonnèche, Amédée Dunois, Brupbacher, Bureau* (d'Alger), *Jacques Mesnil*, etc...**

NOTES D'ECONOMIE ET DE POLITIQUE

La figure du monde présent

ETATISME ET IMPERIALISME

Par rapport à ce qu'elle était dans la *R. P.* de 1925-1939, la nature de ces notes subira une certaine transformation, parallèle à celle qu'a subie notre société elle-même. La société du XIXème siècle et du début du XXème était une société essentiellement économique; c'étaient les transformations techniques dont elle était le lieu et leurs conséquences économiques qui constituaient le phénomène principal. La politique, avec un Etat dont les fonctions étaient réduites au minimum, n'apparaissait que comme quelque chose de secondaire, de dérivé, de surajouté, une « superstructure » disait Marx.

Mais l'effet produit par le développement de l'économie a été d'amener la politique à la première place et de reléguer l'économie à la seconde. Aujourd'hui l'économie dépend beaucoup plus de la politique que la politique ne dépend de l'économie.Nos notes seront donc nécessairement beaucoup plus politiques qu'économiques.

Les deux faits qui caractérisent essentiellement le développement historique de cette après guerre sont l'*étatisme et l'impérialisme*. Tous deux sont la conséquence des transformations économiques qui ont pris naissance vers la fin du XIXème siècle et acquis tout leur développement entre les deux guerres, mais ils sont apparus brusquement en pleine lumière, en premier plan, aussitôt la fin de cette guerre-ci.

Dans nos notes de 25-39 nous donnions une grande place à la concentration capitaliste, c'était, en effet, l'une des caractéristiques de l'époque, en Europe tout au moins. La période de l'entre deux guerres a été celle de la généralisation des trusts et des cartels. Il est probable que désormais nous n'aurons plus guère à en parler, la concentration capitaliste étant en train d'aboutir à son terme naturel : la concentration entre les mains de l'Etat. Dès, en effet, que la libre concurrence ne règle plus les rapports entre les producteurs, dès que, par l'étranglement des moins forts, elle a abouti à sa propre négation, le monopole, l'entreprise privée perd sa justification. Le pouvoir, maintenant arbitraire, qu'elle possède sur des produits parfois indispensables devient intolérable, et l'Etat, en tant que soit-disant représentant de l'intérêt collectif, intervient alors pour se substituer à elle : *Le monopole privé se transforme en monopole d'Etat.* C'est à ce moment précis que nous en sommes, et ce sont les étapes de cette transformation que nous aurons à examiner.

Le second phénomène caractéristique de l'entre deux guerres avait été le rapetissement du monde, et, ce qui en était, pour une part, la conséquence, l'interpénétration économique des différentes parties du monde. L'accroissement des moyens de transport et surtout de leur rapidité avait fait le monde plus petit. L'extension de leur capacité de production avait amené presque toutes les grandes entreprises à étendre leur marché à presque toutes les parties du monde; la diversité et la complexité des besoins issus des nouvelles techniques exigeaient dans toute entreprise des approvisionnements qui ne pouvaient être fournis que par des contingents étrangers (quelle est, par exemple, l'entreprise française ou anglaise qui ne se sert pas directement ou indirectement, d'essence ou de pétrole, et l'Europe occidentale n'a pratiquement pas de pétrole!). Le monde devenait donc une unité économique. C'est cette unification économique que nous avions essayé de décrire dans nos notes de l'entre deux guerres.

Or, aujourd'hui, on peut considérer cette unification comme chose faite. L'étape où nous en sommes, et qui, comme l'étatisation, a commencé par un bond brusque au lendemain de cette dernière guerre, est celle de la réalisation d'une conséquence de cette unification économique : l'unification politique du monde.

L'unification politique du monde, c'est-à-dire la constitution d'un empire du monde. Je dis un empire du monde, et non une fédération mondiale, car j'estime inutile de se bercer d'illusions. L'idée d'un « gouvernement mondial » fonctionnant par la coopération des différents Etats nationaux actuels est un bon masque pour permettre le cheminement de l'impérialisme, mais elle n'est que cela.

Les grands empires, ceux qui ne sont pas nés de la folie d'un homme, mais de la nécessité historique, ceux qui se sont établis pour des siècles — et dont l'empire de Rome est le type — ne se sont jamais constitués volontairement, d'après un plan préconçu. Ceux qui les ont bâtis ont, au contraire, tout fait pour éviter d'avoir à les bâtir, mais ils y ont été contraints par la nécessité où ils se trouvèrent de briser, par la force, les oppositions grandissantes qui se dressaient contre leurs tentatives de satisfaire pacifiquement aux besoins d'une évolution qui conduisait à l'unité.

Oppositions provenant de deux sources :

d'une part, celles dues à d'autres Grandes Puissances qui cherchent, elles aussi, à faire l'unification mais à leur profit, et, d'autre part, celles provenant des Petites Puissances qui ne veulent point se résoudre à abandonner le cadre territorial dans lequel elles sont nées, dans lequel elles ont grandi, prospéré et, souvent, fait la civilisation.

Rome n'aurait point pénétré en Grèce si la puissance macédonienne n'avait menacé chaque jour de s'y incruster davantage; Rome n'aurait point détruit Corinthe et annexé la Grèce si l'amour-propre des petites cités du Péloponèse qui étaient pourtant ses alliées, leur désir de jouer au grand Etat indépendant, ayant une politique extérieure personnelle, n'avait pas rendu la situation impossible, impossible parce qu'elle était incompatible avec le rapport réel des forces.

Il en est de même aujourd'hui; les Etats-Unis, qui sont la grande puissance unificatrice du monde, sont obligés de s'installer en Europe afin d'empêcher la domination de la Russie sur l'Europe, et ils devront annexer, d'une manière ou d'une autre, les Etats européens, afin de briser les efforts d'autarcie économique par lesquels ceux-ci essaieront de s'opposer à l'extension de l'économie américaine.

Les progrès de l'impérialisme yankee se trouveront donc être l'autre objet principal de ces notes.

DESEQUILIBRE BUDGETAIRE

Tels sont, à mon sens, les deux grands traits — étatisme et impérialisme — qui marquent la figure du monde présent. A côté d'eux les particularités de notre petite vie nationale française sont fort peu de chose. Cependant, puisque nous sommes en France, il faudra bien nous en occuper. Pour le moment deux points surtout retiendront notre attention.

L'un, c'est le sujet de toutes les conversations, le fait capital de notre vie quotidienne : la hausse des prix, qui résulte de l'inflation.

Ici aussi nous sommes en présence d'un phénomène essentiellement politique, quoi qu'il puisse en paraître. La hausse des prix cessera le jour où cessera l'émission de billets de banque pour les besoins de l'Etat. Cette émission ne pourra cesser que le jour où l'Etat équilibrera son budget. L'équilibrera-t-il? Le déséquilibre budgétaire d'aujourd'hui provient de deux causes, toutes deux essentiellement politiques. L'une est la mégalomanie, le besoin d'apparaître, coûte que coûte, comme une « Grande Puissance », avec tout ce que cela comporte de frais, frais militaires en premier lieu. La nouvelle expédition du Tonkin, qui se poursuit sur la base de 30 milliards de dépenses par an, en est un exemple.

L'autre cause de déséquilibre budgétaire, et elle est encore plus grave, réside dans l'embourgeoisement de couches considérables de la population française. Depuis déjà longtemps, davantage entre les deux guerres, et plus encore depuis 1940, il y a une véritable fuite du peuple français devant la production. Pierre Hamp a eu beau chanter durant toutes ces dernières décades la gloire du Travail, le bourgeois fuit les responsabilités de l'entrepreneur, de même que le prolétaire fuit la saleté, la discipline et l'éreintement de l'atelier.

Toutes les classes sociales éprouvent d'autre part, avant tout, le besoin de la sécurité. La production, avec ses aléas, ne leur donne point cette sécurité. Ils se ruent, en conséquence, vers les occupations improductives. Il y a dans le rapport Monnet une statistique qu'il ne faut pas se lasser de rappeler, car elle est extrêmement suggestive : en 1946 il n'y avait plus en France que 13.740.000 travailleurs productifs (y compris 500.000 prisonniers de guerre) au lieu de 14.740.000 en 1938, soit un million de moins, alors que le nombre des personnes occupées improductivement est passé de cinq millions 650.000 en 1938 à 6.450.000 en 1946, soit 800.000 de plus!

Il y a donc un nombre croissant d'improductifs à nourrir par un nombre déclinant de producteurs. Or, tous ces « travailleurs » improductifs sont, pour la plus grande part, directement ou indirectement, à la charge de l'Etat, d'où augmentations des charges de l'Etat, alors qu'en même temps ses revenus réels tendent à diminuer du fait de la diminution du nombre des producteurs puisqu'ils ne peuvent être prélevés que sur la production. Cela se traduit par un profond déséquilibre budgétaire qui oblige à l'inflation, et qui ne pourra se résoudre par des expédients, mais seulement par de profondes modifications sociales.

LES PARTIS « OUVRIERS » AU POUVOIR

L'autre fait important de la vie française consiste dans l'accession des « partis ouvriers » au pouvoir, et le renversement de leur rôle qui s'en est suivi. De défenseurs de la classe ouvrière, ils sont devenus ses oppresseurs. Le rôle dont jadis ils se targuaient était de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs. Maintenant qu'ils sont « le gouvernement », le plus clair de leurs efforts, que ce soit en France, en Grande-Bretagne ou en Tchécoslovaquie, est employé à empêcher la classe ouvrière de revendiquer, et, si elle ne les écoute pas, ils brisent son action.

Interdire les augmentations de salaires, supprimer les grèves par la « propagande » ou, s'il est nécessaire, par la force, au moyen des réquisitions, pousser à la production, obtenir le maximum d'efforts de la part d'un ouvrier sous-alimenté, au détriment de sa santé et de sa vie, allonger la journée de travail, telle est actuellement la seule politique « sociale » des « partis de la classe ouvrière ». Ils sont passés de l'autre côté de la barricade. Du moment que ces Messieurs sont ministres, l'ouvrier doit crever de faim et se tuer à la tâche. « Votre parti est au gouvernement, donc lutter pour améliorer vos conditions de vie c'est lutter

contre vous-mêmes », osent-ils déclarer! On n'est pas plus cynique. *La trahison des intérêts ouvriers par les partis ouvriers*, tel est le second trait caractéristique de la vie intérieure française; il n'est pas spécial à la France, c'est un phénomène européen.

Cette trahison provient de ce que les partis dits ouvriers ne furent jamais, en réalité, des partis ouvriers. Ils ont cherché à se servir de la classe ouvrière pour parvenir au pouvoir, mais les intérêts qu'ils représentent vraiment ne sont que ceux de ces couches sociales dont nous venons de parler, celles qui échappent ou aspirent à échapper aux tâches de la production. Contre le semi-parasitisme capitaliste ils sont les partis du parasitisme petit-bourgeois.

Pour que les nouveaux parasites puissent vivre il faut, d'une part, que le profit capitaliste soit réduit au minimum, mais il faut aussi que la classe des producteurs produise le maximum de plus-value, c'est-à-dire se laisse exploiter le plus possible. D'où la nouvelle politique socialo-communiste. (C'est en vertu de la même raison que le parti socialiste français est devenu colonialiste à outrance.)

Accessoirement ceci explique pourquoi la bourgeoisie capitaliste a offert si peu de résistance à l'accession au pouvoir de ses adversaires traditionnels. Elle profite, elle aussi, de la surexploitation de l'ouvrier que la présence au gouvernement de ministres «socialistes», « travaillistes » ou « communistes » permet d'imposer. Ceux-ci arrivent à des résultats auxquels ne pourraient pas parvenir aujourd'hui des ministres bourgeois. Greenwood l'avouait crûment ces jours derniers à la Chambre des Communes : « *Vous n'auriez pas pu, Messieurs les conservateurs*, disait-il, *tirer autant de travail des ouvriers britanniques que nous pouvons le faire, ils n'ont travaillé « de bon cœur »* (c'est-à-dire sans revendiquer), *que parce que c'était nous qui étions au gouvernement.* »

La nocivité des partis politiques ouvriers qui avait toujours été proclamée par une importante fraction du mouvement révolutionnaire, mais qu'on pouvait ne considérer jusqu'ici que comme une affirmation dictée par une certaine position philosophique, a maintenant reçu la pleine confirmation de l'expérience. La seule classe ouvrière qui se défend sérieusement aujourd'hui dans le monde est celle des Etats-Unis, et, aux Etats-Unis, il n'y a pas de partis ouvriers.

Avec les deux grands phénomènes sociaux de l'étatisme et de l'impérialisme, les phénomènes plus purement nationaux de l'inflation et de la trahison des partis ouvriers forment les motifs sur lesquels s'orchestre, et s'orchestrera dans les années qui viennent, le déroulement des événements. Ces notes essaieront d'en traduire la musique.

LE PAS DECISIF

Un pas décisif vient d'être accompli par les Etats-Unis sur la voie de l'impérialisme : ils ont pris sous leur protection la Grèce et la Turquie. La proposition de Truman vaut, en effet, beaucoup plus par ce qu'elle signifie que par la nature concrète des mesures qu'elle contient. Prêter de l'argent à des pays étrangers, leur envoyer des missions de conseillers techniques, ne sont pas choses nouvelles, surtout lorsqu'il s'agit de pays d'Orient, mais les circonstances dans lesquelles ces prêts vont être attribués, la manière solennelle dont ils sont annoncés, les commentaires mêmes qui les accompagnent (sans compter qu'on laisse délibérément de côté l'O. N. U.), font qu'ils comportent une signification précise. Ils signifient et annoncent au monde, que les Etats-Unis ne laisseront toucher ni à la Grèce, ni à la Turquie, qu'ils en garantissent l'inviolabilité, et par là interdisent à la Russie et l'accès à la Méditerranée et l'entrée à Constantinople. Enfin, qu'ils sont prêts, pour cela, si c'est nécessaire, à en découdre.

Pour la première fois les Etats-Unis s'engagent ainsi pour une politique de longue durée, en Europe. Pour la première fois, ils portent un défi ouvert à la Russie. Il est peu probable que la Russie relève le gant. L'Amérique va donc protéger Grèce et Turquie. Or, chacun sait que lorsqu'on est protégé ce n'est jamais gratuitement; on a toujours des devoirs à remplir envers son protecteur. Les Français ont traduit cela par un euphémisme charmant : protectorat. Sous prétexte qu'on protège on établit sa domination. Grèce et Turquie deviendront progressivement — on y mettra tout le doigté nécessaire — des protectorats américains. Dès maintenant, il a été précisé par Truman que les agents américains « surveilleraient » la manière dont chaque dollar de l'emprunt sera dépensé.

Par la décision qu'ils viennent de prendre, Truman, Marshall et Vanderbergh ne contractent pas seulement des engagements en Europe, ils y installent l'Amérique.

Tout comme Rome, ainsi que nous le rappelions plus haut, les Etats-Unis ne s'engagent pas sur la voie de l'impérialisme de gaieté de cœur ni sans de nombreuses hésitations. L'« isolationnisme » a été un effort désespéré pour éviter de s'y engager. Devenir les maîtres du monde est, en effet, une terrible responsabilité devant laquelle on comprend que les plus audacieux hésitent. Et Josué pâlissait, dit le poète, car il était déjà l'élu du Tout-Puissant !

Lorsqu'au lendemain de la guerre de 14, leur puissance politique leur ayant été soudainement révélée, les Etats-Unis se sont sentis désignés pour apporter l'unification au monde, ils ont, eux aussi, pâli. Ils ont refusé ce terrible présent. Ils n'ont voulu, ni signer de traité de paix, ni adhérer à la Société des Nations ; ils ont tenté de se retrancher entre leurs deux

océans. L'isolationnisme a triomphé, ou semblé triompher.

Mais les événements transgressent les décisions les plus fermes. Pour ne pas avoir à subir une Europe unifiée sous la domination hitlérienne et une Chine industrialisée sous la direction du Japon, l'Amérique a été conduite à entrer dans la guerre.

Et maintenant, pour ne pas avoir une Europe russifiée, qui serait bientôt suivie d'une Asie russifiée, l'Amérique est obligée de prendre de plus en plus directement le commandement de l'Europe.

« Notre puissance nous crée des devoirs, elle nous oblige à fournir un *leadership* au monde », disent fréquemment les journalistes américains d'aujourd'hui ; et c'est exact ! Quand on est en mesure de dicter son destin au monde, on ne peut pas ne pas intervenir dans sa destinée. Ponce-Pilate, le gouverneur tout-puissant, a laissé, à juste titre, la plus détestable réputation parce qu'il s'en est « lavé les mains ». Et ce qu'à la rigueur un individu peut faire, une nation ne le peut pas, tout au moins indéfiniment. L'Amérique ne peut pas s'en laver les mains ; elle en a maintenant pleinement conscience, la décision de Truman le prouve.

L'ASSOCIATION DES ETATS ET DES TRUSTS

Il existe au Maroc, dans la région d'Oudja, près de la frontière algérienne, un gisement de charbon assez important. On en estime le tonnage total à 40 millions de tonnes, soit la production annuelle de la France, ce qui lui donnera un siècle de vie si l'extraction en est poussée à 400.000 tonnes par an, comme cela est envisagé. En valeur absolue c'est assez peu de chose, mais dans un pays comme l'Afrique du Nord où il n'existe pas d'autre bassin houiller notable, c'est relativement beaucoup.

Or, au mois de décembre dernier, l'exploitation de cette richesse naturelle a été confiée à une société formée de l'Etat marocain, de l'Etat français, et... tenez-vous bien ! du grand trust métallurgique belge : Ougrée-Marihaye !

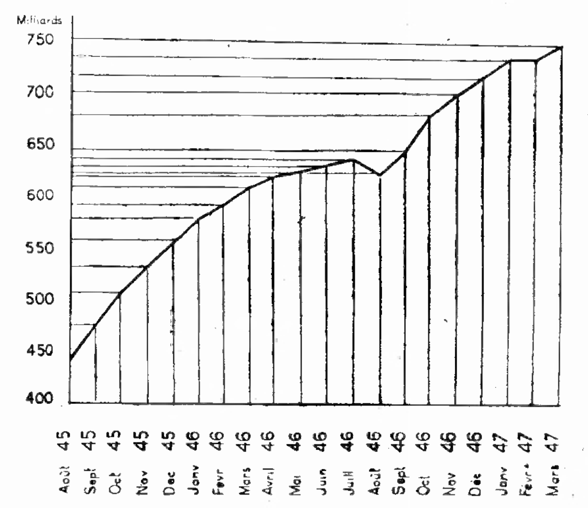
Le capital de la compagnie qu'ont formée ces trois associés est de plus d'un milliard de francs (1.132 millions) et doit être porté à tout près de 2 milliards (1.902 millions). Dans le conseil d'administration il y a, comme il se doit, 3 représentants des ouvriers et contremaîtres (dont Bouzanquet, secrétaire confédéral), mais cela sur un total de 18 administrateurs, ce qui indique assez que ses Messieurs ne sont là que pour la forme. Les autres administrateurs sont des hauts fonctionnaires de l'Etat français, quelques Quisling marocains pour donner la couleur locale, et tout le gratin d'Ougrée-Marihaye, dont Van Zeeland, l'ancien ministre belge, l'homme d'Ougrée, ainsi que le directeur général d'Ougrée, le directeur de ses services miniers, etc.

Cette alliance de la IVe République, pourfendeuse de trusts, avec l'un des trusts les plus caractérisés qui soient, est assez piquante par elle-même. Elle l'est encore bien plus si l'on se rappelle que lorsque furent découverts, dans ce même Maroc, les grands gisements de phosphate de l'Oued Zem, ce fut l'Etat lui-même, *Lyautey régnant,* qui s'en réserva la concession et en assure jusqu'à ce jour l'exploitation, à lui seul, sans aucune participation de trust ou de banque ! Notre IVe République est donc, dans la voie de la nationalisation, très en retard sur le royaliste Lyautey.

Mais, en y réfléchissant, il n'y a pas lieu de s'en étonner. Le régime économique qui est l'idéal de nos politiciens socialistes et communistes n'est rien d'autre, en effet, que l'Ancien Régime, celui de Colbert : des « manufactures royales » pour les grandes entreprises, des « corporations » soigneusement fermées, étroitement réglementées et « dirigées », pour les autres. Il était donc naturel que Lyautey aille plus loin dans ce retour au « bon vieux temps » que nos hommes de la IVe République, pas encore suffisamment débarrassés sans doute, des principss de la Révolution.

LA CAUSE DE LA « VIE CHERE »

Comparez la hausse des prix avec la courbe ci-dessous qui traduit l'augmentation du nombre des billets émis par la Banque de France depuis août 45 (après l'échange des billets)



jusqu'à aujourd'hui et vous comprendrez pourquoi la vie est chère. La seule cause de la hausse des prix est l'inflation. (Le montant des billets en circulation, donné pour chaque mois, est celui fourni par le premier bilan du mois).

Robert LOUZON.

LA BATAILLE DES SALAIRES EST ENGAGÉE

La grève "mystérieuse" de la presse parisienne

Après 32 jours de grève — 13 février, 16 mars — les ouvriers de la presse parisienne ont repris le travail sans avoir obtenu satisfaction. L'opération Croizat de l'an dernier, pour la grève des rotos, est renouvelée et aggravée cette année. Non seulement le gouvernement s'est substitué aux patrons, en barrant nos revendications, mais il a adopté une nouvelle politique qu'on ne peut expliquer que par des hypothèses. Il déclare qu'une augmentation de salaires ne peut être accordée que si elle s'accompagne d'un accroissement correspondant de la production et quand on soumet à son homologation un texte d'accord donnant cette garantie, il refuse de signer. C'est ce qui est arrivé avec le protocole du 8 mars conclu entre patrons et ouvriers, protocole qui prévoit une réduction d'effectifs correspondant à l'augmentation de salaires. Un protocole du 15 mars, accepté par les patrons et les ouvriers, et qui est une notable aggravation de nos conditions de travail, est également refusé. Et ce protocole émane du directeur de la S. N. E. P., organisme d'Etat, d'un arbitre que le gouvernement a choisi lui-même et pour lequel l'agrément des parties en conflit n'a pas été demandé. Comprenne qui pourra !

On pourrait penser que le gouvernement ne tenait pas à voir reparaître les journaux en raison du scandale de la police, notamment. Mais ça ne vaudrait que pour le premier protocole.

Ce qui paraît probable, c'est qu'il ait pensé qu'un protocole, quel qu'il soit, accepté par les patrons et les ouvriers de la presse, ne serait jamais qu'un attrape-nigauds. Et il ne tient pas à jouer les nigauds. C'est son droit, mais c'est là une politique de l'autruche.

A moins que ce ne soit, tout bêtement, parce qu'on manque de papier pour assurer le 7e jour ou pour tout autre raison qui peut aussi bien être le manque d'empressement à voir sortir — en ce moment surtout — les 300 titres qui n'ont plus besoin d'autorisation préalable depuis fin février. On ferait ainsi d'une pierre deux coups : On s'assurerait la reconnaissance des journaux de la Résistance, en étouffant la voix de l'opposition. Ne vivons-nous pas sous le règne de la démocratie ?

UN PEU D'HISTOIRE

Une autre grève qui n'a pas eu plus de succès que la dernière est celle de 1919. C'était après l'autre guerre. A la veille des élections d'où devait sortir la fameuse Chambre réactionnaire bleu horizon. Clemenceau régnant. Au lendemain de cette Victoire, avec un grand V, celle-là, tout comme aujourd'hui la vie avait monté et les salaires n'avaient pas suivi. A ce moment-là, comme aujourd'hui, il fallait mettre la France au travail. Les journaux de l'époque sont pleins d'anathèmes contre la « vague de paresse » qui sévit. Les patrons de la presse se disaient pauvres, comme l'affirment ceux de la Résistance. Tout comme à présent on menait une campagne contre la vie chère, la diminution du prix du papier. On envisageait même d'augmenter le prix des journaux de 0 fr. 05 et de constituer une commission technique pour étudier toutes ces questions.

Au printemps, les correcteurs, les clicheurs, les linotypistes et les imprimeurs des journaux avaient arraché, après de laborieux pourparlers, quelques augmentations de salaires.

Et comme rien ne baissait, malgré la campagne des journaux, et que les patrons refusaient une indemnité de vie chère de 5 francs par jour, les ouvriers se mirent en grève, le 11 novembre.

La France entière apprit la nouvelle avec stupéfaction. Les journaux parisiens en grève ! Evénement considérable, sans précédent !

Le syndicat des directeurs de journaux réussit à constituer une équipe de jaunes et publie une feuille : *la Presse de Paris*, tandis qu'un groupe dissident, composé de journaux d'avant-garde favorables à la classe ouvrière — heureuse époque ! — fait sortir la *Feuille commune*, d'accord avec le Comité de grève.

Le 1er décembre, les ouvriers rentraient à l'atelier, sans rien, mais « moralement plus forts, et c'est l'essentiel », déclarait le Comité de grève. L'organisation se renforça d'adhésions nouvelles.

Indiquons que les patrons jubilent et qu'ils laissent tout tomber : commission technique et campagne contre la vie chère. Le prix du papier passe de 120 à 130 francs les 100 kilos. Les patrons acceptent la majoration de 10 %.

Cependant malgré leur superbe, l'épreuve de force ouvrière leur donna à réfléchir. Des contacts étroits furent établis d'où devait sortir, trois ans plus tard, l'échelle mobile, chère au typo.

⁂

En 1936, pour les conventions collectives; en 1938 contre les décrets-lois, les ouvriers de la presse toujours dans la bagarre.

L'ouvrier de la presse, qu'il soit typo-lino, photograveur, clicheur, conducteur de rotative ou mécanicien-lino est un spécialiste hautement qualifié. Ainsi, par exemple, le typo-lino a déjà fait quatre ans d'apprentissage, avant de pouvoir travailler dans les imprimeries de labeur. Et il faut qu'il ait la réputaton d'un bon ouvrier, pour être choisi par le metteur chargé de constituer l'équipe de composition d'un journal.

Cette conscience de leur valeur professionnelle a fait des ouvriers de la presse des syndicalistes jaloux de leur indépendance et capables de défendre leurs intérêts.

Ainsi le salaire du lino avant la guerre était de 99 fr. 15 de jour et de 113 fr. 85 de nuit.

SOUS L'OCCUPATION

Les ouvriers de la presse se sont bien défendus sous l'occupation : 10 % d'augmentation le 1er mai 1941, 15 % le 1er juillet. Indice, *déc.* 1941 ; 176.

En 1943, une demande d'augmentation est refusée. Date historique à retenir : *les Allemands appliquent la politique de blocage des salaires* (nos résistants n'ont donc rien innové, ils ont copié plutôt), mais le Groupement corporatif des journaux donne 1.000 francs à Pâques et le mois double en juillet, un bon de repas de 16 francs par jour au restaurant corporatif.

En mai 1944, prime d'effets de 300 francs par mois environ.

Et, même sous l'occupation, les ouvriers de la presse n'ont jamais oublié qu'ils étaient syndicalistes. Ni la charte du travail de Vichy, ni le mouvement corporatif de Luchaire n'ont eu leur adhésion. Ce qui ne les a pas empêchés de ne faire que 36 heures par semaine au lieu de 48, limitant leur service à la confection du journal, malgré la pression des Allemands qui demandaient 12 heures de plus à la même équipe, pour des travaux de labeur. Les ouvriers sont allés jusqu'à la menace de la grève pour empêcher la concentration du travail afin que deux équipes ne soient pas sur le sable.

APRES LA LIBERATION

Août 1944. — A la libération, les responsables syndicaux du Livre avaient fait reconnaître le respect des conventions collectives. Les salaires furent revalorisés d'après les indices de la Préfecture, soit pour le lino : 240 francs de jour, 275 de nuit.

Il faut dire que cette reconnaissance fut assez facilement obtenue. Les ouvriers du Livre en imprimant la presse clandestine s'étaient acquis des titres. Mais ça ne devait pas durer. Ce sera la dernière application de l'échelle mobile.

Cependant la vie monte et le mécontentement grandit. Le 1er mai 1945, pour fêter la « Fête du Travail », sans doute, augmentation générale de 75 francs par jour.

Au mois d'octobre 1945, à la suite d'une démarche d'un secrétaire typo — pour le moins maladroite — la Fédération de la Presse accorde au groupe composition (typos-linos, correcteurs, mécaniciens-linos) pour *revalorisation du métier*, une augmentaton par service allant de 85 francs de jour à 110 francs de nuit, avec effet rétroactif du 17 septembre.

Mécontentement des rotativistes qui ne peuvent admettre cette injustice.

Devant l'incompréhension patronale, ils décident de pratiquer la normalisation du travail, c'est-à-dire qu'ils étalent la production sur le temps entier prévu par la convention collective, au lieu de faire cette production dans le minimum de temps, comme il est de pratique courante, afin de permettre aux messageries d'assurer la distribution des journaux, pour ne pas manquer la vente du matin, dans les kiosques de Paris et de la banlieue, et l'expédition par le premier train pour la province. Le système est appliqué alternativement dans les imprimeries où les patrons ont la tête dure. En fait, il conduit les journaux touchés par cette mesure à échouer dans les entrepôts des messageries.

LA GREVE DES ROTOS

Ce manque à gagner émeut la Fédération de la presse. Elle est disposée à accepter. Un protocole est signé le 1er décembre 1945, par lequel les patrons s'engagent à verser aux équipes d'impression une indemnité correspondant à l'augmentation accordée aux linos en octobre, avec rappel du 17 septembre. Le gouvernement, en l'espèce le communiste Croizat, ministre du Travail, se refuse à homologuer ce protocole, toute hausse de salaires étant interdite. La Fédération de la presse s'incline devant l'ukase gouvernementale.

Les délégués des rotos, par 36 voix contre et 31 pour, se prononcent contre la grève immédiate. Ils acceptent d'attendre que le nouveau ministre du Travail soit connu — car nous sommes en crise — pour qu'une ultime démarche soit tentée.

Malgré ce vote, dans la nuit même — 24 janvier 1946 — clicheurs et rotativistes cessent le travail.

Gouin, socialiste, nouveau président du Conseil, fait connaître son opposition formelle à toute augmentation de salaires et envisage même certains moyens de pression comme la réquisition du personnel d'une maison pour éditer une feuille unique. La radio, naturellement, donne de la voix, elle aboie... Et la grève continue. Malgré le Comité de grève qui demande la reprise du travail, le mardi 29 janvier, celle-ci est repoussée par 75 % des grévistes.

On fait donner le C.N.R. Son président, Saillant, est accepté comme arbitre. Sa première sentence est pour la reprise du travail, le 31 janvier à 21 heures. Cette sentence est respectée: la grève prend fin.

Deuxième sentence le 1er février : remise sur compte d'exploitation de 6.000 francs, attribuée à chaque ouvrier.

Le 2 février, le Conseil des ministres interdit l'application de la deuxième sentence Saillant. Il s'oppose *farouchement* à tout versement quelconque et à toute augmentation de salaires.

Comme toujours, la Fédération de la presse s'incline devant le gouvernement.

Quant aux ouvriers, ils restent au travail par discipline, se réservant d'agir le moment venu.

Cela veut dire que la normalisation du travail reprendra jusqu'en avril, date à laquelle un protocole d'accord donne aux ouvriers imprimeurs l'augmentation accordée en octobre aux compositeurs avec le rappel adéquat.

Mais les prix montent toujours. L'indice des denrées alimentaires était à 496 à fin décembre 1945, 209 points de plus qu'en décembre 1944. Alors que le salaire lino est de 400 francs de jour et à 460 de nuit. C'est-à-dire qu'il nous manque 100 francs par service pour avoir le pouvoir d'achat de 1938.

Nos responsables syndicaux harcèlent les patrons pour l'application de l'échelle mobile. Ceux-ci ne disent pas non, car ils connaissent les gars du Livre et le coup... de la normalisation. Mais ils se retranchent derrière l'hostilité gouvernementale.

Ils auraient, sans doute, capitulé si le gouvernement, lâchant du lest, n'avait pas accordé en juin l'augmentation générale de 25 %.

Le salaire du lino est à 500 fr. de jour, 575 fr. de nuit; l'indice des denrées alimentaires à 621. Il nous manque 120 francs par service pour avoir le pouvoir d'achat de 1938.

Pour les travailleurs du Livre, les 25 % de juin

ne pouvaient être considérés que comme un acompte à valoir. D'ailleurs, la Fédération de la presse avait promis une nouvelle augmentation de salaires de 25 % pour septembre, voire même l'application de l'échelle mobile.

Or, rien en septembre.

Au début d'octobre, les représentants ouvriers prennent l'offensive. Ils s'adressent à la Fédération de la presse, aux maîtres imprimeurs et à la S.N.E.P., qui, elle, a la charge de la gestion des entreprises de presse tombant sous le coup de la loi du 11 mai 1946 sur la dévolution des biens des journaux ayant paru sous l'occupation. Organisme d'Etat qui risque de devenir un véritable pourrissoir de militants ouvriers, — par les sinécures grassement payées qu'elle fait luire à leurs yeux. Elle jouera dans le conflit qui nous opposera à la presse un rôle d'agent gouvernemental comme il se doit.

Dès les premiers contacts, on assiste à la carence patronale. Les représentants de la Fédération, non seulement ne parlent plus d'échelle mobile, mais prétendent ne pouvoir supporter aucune charge nouvelle. Ils font appel au gouvernement pour la convocation d'une Conférence nationale de la presse.

« Après de multiples séances, il a fallu convenir que la conférence se trouvait dans l'impossibilité de régler la question des salaires, surtout du fait des représentants ministériels. » (1)

Devant l'échec de la conférence, à laquelle les délégués ouvriers avaient participé sans enthousiasme, les pourparlers reprennent avec la Fédération de la presse. Ils ne sont pas plus heureux. Les ouvriers veulent débrayer à la veille des élections législatives, mais les militants estiment que ce n'est pas le moment. Il ne fallait pas gêner les consultations électorales pour ne pas heurter les camarades des partis politiques.

Et l'année s'écoule sans application de l'échelle mobile, alors que l'indice officiel des denrées alimentaires monte sans cesse : juin 1946 : 621; décembre 1946 : 944. Nous perdons près de 50 % de notre pouvoir d'achat de 1938.

Après les élections, la pression ouvrière devient plus forte. Les assemblées générales se succèdent. Les responsables syndicaux ont du mal à empêcher la grève. Un referendum pour le groupe composition est décidé pour les premiers jours de janvier. Cependant, les rotativistes, las de talonner les patrons, ont recommencé le coup de la normalisation dès le début de l'année. Indignation patronale qui se traduit par le lock-out du 9 janvier. Le 13, assemblées générales des ouvriers de la presse. Celle du groupe composition se termine dans la confusion la plus complète. Les responsables syndicaux y ont vu une majorité contre la grève. Avec les yeux de la foi. Bonne ou mauvaise ? En revanche, les clicheurs — communistes — sont nettement contre. Quant aux rotos, leur position n'a pas changé : ils continuent — le coup du chapeau — (tirer au sort la victime de la normalisation).

Le gouvernement s'émeut de la situation. Un arbitre est nommé. En attendant, le travail reprend normalement, le 13 janvier au soir, 5 jours après le lock-out.

Le 24 janvier, l'inspecteur Chaillé rend sa sentence. Les rotos refusent de l'appliquer, car elle prévoit une augmentation de la production qui aurait pour conséquence de créer du chômage dans les équipes.

Et le coup du chapeau recommence.

(1) De la mise au point faite à la radio par Ehni, secrétaire de la Fédération du Livre, le 15 février.

LE COUP DE JARNAC DES 5 %

Entre temps, la campagne de baisse des prix, inaugurée par Léon Blum, bat son plein. Dès le 2 janvier, les journaux titrent sur huit colonnes : « Baisse générale des prix à partir d'aujourd'hui. » Ils annoncent que : « Les dispositions sont prises pour que la baisse affecte immédiatement tous les produits comme tous les services fournis à la consommation. »

Mais alors que l'on demande aux commerçants d'appliquer les 5 %, certains services de l'Etat sont augmentés de 50 à 100 %. Le billet de métro passe de 2 à 4 fr., le timbre-poste de 3 à 4 fr. 50, etc.

En fait de baisse, on enregistre une hausse de 3% sur les prix de gros en janvier. Quant aux indices officiels, ils passent de 944 à fin décembre à 978 à fin janvier.

Mais il n'est pas douteux que le coup de frein de Léon Blum porte un tort énorme aux demandes d'augmentation de salaires. L'orchestration est si bien faite par la radio et la presse que toute revendication apparaît comme une provocation. Qu'est-ce que c'est que ces gens qui nous poussent à l'abîme? Veulent-ils, par la chute du franc, jeter le pays dans le malheur qu'ont connu les Allemands en 1923, avec un mark à zéro ?

Il est pourtant clair que les revendications ouvrières ne sont pour rien dans la hausse constante des prix depuis la libération, et que la seule cause de cette hausse à l'heure actuelle est l'inflation.

« Pour empêcher la hausse des prix, il n'est donc pas d'autre moyen raisonnable que l'arrêt de l'inflation par la suppression du déficit budgétaire qui la rend nécessaire. » (2)

Oui, mais il faudrait réduire les crédits militaires pour l'occupation en Allemagne et la guerre aux colonies, réadapter les administrations et arrêter le coulage. Cela ne peut faire l'affaire des gens de la Résistance, ça les gênerait dans leurs desseins impérialistes et totalitaires.

Et vogue la galère !

Que dit l'indice? fin janvier 1947 = 978. — 34 points de plus qu'en décembre.

Cela se sait dans la presse. On dit même que si par miracle la baisse se produisait un jour, ce jour serait si lointain que d'ici là on a le temps de crever la gueule ouverte.

Non, les gars de la presse ne marchent pas dans le bobard de la baisse. Ce qu'ils veulent, c'est l'échelle mobile. Tant pis si demain elle se retourne contre eux. En attendant, il faut vivre, que diable!

LE DECLENCHEMENT DE LA GRÈVE

Les rotativistes normalisent toujours, sans se laisser impressionner par l'annonce au début de février d'une nouvelle vague de baisse de 10% pour le mois suivant. C'est pourtant l'indication d'un blocage des salaires plus sévère. Ils n'en ont cure. Pas plus qu'en ont cure les employés de presse. Avec toute l'ardeur des néophytes, ils lancent la

(2) R. Louzon. — *Etudes matérialistes*, janvier 1947.

première grève (il y a quelques mois seulement qu'ils ont constitué leur organisation) pour une augmentation de salaires qu'on leur refuse. 12% seulement. Ce n'était pourtant pas beaucoup. Nous sommes au 11 février. Les journalistes aussi menacent de faire grève pour la même augmentation. Mais, ils n'y ont pas donné suite. Ont-ils obtenu satisfaction? L'histoire le dira peut-être un jour. En tout cas, après avoir assuré les employés de leur solidarité, les journalistes se sont dégonflés lamentablement. Cela n'a pas empêché les grévistes de conduire leur mouvement de façon remarquable.

Effervescence dans la Presse. Qu'allaient faire les ouvriers?

Le mardi 11 février, le Comité intersyndical du Livre demande l'application d'une indemnité provisionnelle de 25% sur les salaires actuels à valoir sur la revendication du «minimum vital» (2) en discussion entre le gouvernement et la C. G. T. et décide de passer à l'action si une réponse favorable n'est pas donnée le jeudi 13 février à 18 heures.

Pourquoi cet ultimatum, à la Fédération de la presse, a-t-il été lancé sans assemblées générales préalables ? Le résultat du referendum de janvier n'a même pas été dépouillé. On dit que les secrétaires de la Chambre typographique parisienne, harcelés par la commission lino (commission technique linotypiste), auraient dit : « Eh bien, puisque vous voulez la grève, vous l'aurez! ». Pourquoi la commission lino a-t-elle insisté pour une attaque brusquée? Elle pensait que les journaux ne résisteraient pas longtemps à la grève des employés de la presse, et peut-être à celle des journalistes et qu'il fallait faire vite pour ne pas se trouver devant le fait accompli de 12% d'augmentation seulement.

Quoi qu'il en soit, il est certain, nous l'avons déjà dit : les ouvriers voulaient la grève depuis longtemps. Ils la voulaient à la veille des élections législatives, de l'élection du président de la République.

Il faut ajouter que l'assemblée des metteurs en pages, qui s'est tenue le mercredi 12 février, a approuvé l'ultimatum, à l'unanimité, par appel nominal.

Seuls, les secrétaires de section sont contre. Ils la considèrent sans issue. Ils pensent qu'il est possible d'arriver à des arrangements sans recourir à la grève.

Le gouvernement s'émeut. Le 13 février, à 15 heures, une délégation composée des secrétaires de section est reçue à la présidence du Conseil. Ramadier invoque la raison d'Etat, l'intérêt supérieur de la France. Il demande de suspendre tout mouvement et d'attendre un arbitrage prochain.

Les secrétaires de section rendent compte de leur entretien aux délégués d'atelier qui se déclarent partisans de la grève immédiate. Elle est effective à partir du jeudi 13 février à 18 heures.

(2) Il paraît que dans l'esprit des bonzes confédéraux cette revendication devait permettre une augmentation générale de tous les salaires proportionnelle au pourcentage qui aurait été appliqué au rajustement des salaires anormalement bas. Nous savons que le gouvernement ne l'a pas entendu de cette oreille, et que le minimum vital, si l'on peut dire, ne concerne que des catégories de travailleurs particulièrement sacrifiés.

LE DEROULEMENT DE LA GREVE

Aussitôt, le Comité intersyndical se transforme en Comité de grève.

Dès le soir même, toutes les dispositions sont prises pour que les ateliers soient occupés nuit et jour par des piquets de grève assurés par les équipes repectives de chaque imprimerie. Un service de roulement est établi, sous le contrôle des délégués d'atelier.

Le Comité de grève a augmenté le nombre de ses membres, en prenant un ou deux syndics par section, pour pouvoir faire face à toutes les tâches qui l'attendent. Il se compose d'une trentaine de camarades représentant toutes les sections de la presse :

Syndicat général du Livre (groupant : les photographes de presse, les retoucheurs, les photograveurs, les clicheurs, les ouvriers de l'impression faisant des travaux de labeur dans les imprimeries de presse, le personnel de l'entretien : électriciens, etc...), Chambre syndicale typographique parisienne, Syndicat des mécaniciens-linos, Syndicat des correcteurs.

Font également partie du Comité, des représentants des services : départs poste et messageries de presse qui, bien que n'étant pas grévistes, sont touchés par le conflit, pour tout ce qui concerne les quotidiens. Ils revendiquent comme nous les 25%.

Les rotativistes, aussi, ont des représentants. Nos camarades ne sont pas grévistes. Ils préfèrent la position de lockoutés. Chacun son tour! Mais ils nous assurent de leur solidarité totale. Celle-ci ne s'est jamais démentie.

Les secrétaires de la Fédération du Livre suivent assidument nos travaux.

Le Comité de grève s'est installé boulevard Poissonnière, en plein centre des imprimeries de journaux. Il occupe, dans l'ancien immeuble du « Matin » géré par la S. N. E. P., une petite pièce pour ses délibérations. Il a, en outre, à sa disposition, une salle assez vaste pour ses réunions avec les délégués d'atelier.

Tous les soirs vers 6 heures, le Comité rend compte de son activité aux délégués qui, à leur tour, font des comptes rendus aux équipes de leur imprimerie. Ce sont les délégués qui pendant tout le conflit auront servi de trait d'union entre le Comité et les grévistes. Jamais d'assemblée générale commune. Seulement des assemblées de sections, le 5 mars, pour protester contre les 12%.

En attendant que les patrons viennent à composition, le Comité assure lui aussi sa permanence. Il consacre ses après-midi et une grande partie de ses soirées à la solution des affaires courantes.

Pour ne pas gêner les organisations ouvrières, il décide que les journaux syndicaux pourront se faire à l'imprimerie de la C. G. T., rue Jean-Jacques-Rousseau. Le bureau confédéral accepte de payer les 25%.

En vue d'essayer de rompre le front patronal, l'autorisation de paraître sera accordée à tout quotidien ou périodique dont les imprimeurs s'engagent à payer les 25% à tout le personnel.

Les délégués d'atelier doivent veiller à ce que les feuilles locales, se faisant habituellement dans leur maison, ne dépassent pas leur tirage normal.

Certains journaux cherchant à se faire imprimer à l'étranger, la Fédération du Livre demande la soli-

darité des fédérations suisse, belge, anglaise et hollandaise.

Les camarades de la presse autorisés à travailler, à quelque équipe qu'ils appartiennent, devront verser le tiers de leur paie au fonds de grève de leur syndicat respectif.

Les journaux de langue anglaise, comme le « Daily Mail » et le « New York Herald » sont autorisés à paraître. Pour le « New York Herald », surtout, c'était une question de réciprocité. Les ouvriers américains ont continué à assurer la publication des journaux français au cours de la grève de la presse de 1945 aux Etats-Unis.

INCIDENTS A L' « HUMANITE »

Grosse émotion au Comité de grève, le 17 février. Dans la matinée, des incidents se sont produits à l'imprimerie de l' « Humanité ». Un groupe des C. D. H. (Comité de défense de l' « Humanité »), veulent envahir les ateliers. Ils sont repoussés par les rotativistes qui mettent en action les pompes à incendie et même les extincteurs. En revanche, les mêmes C. D. H. réussissent à s'emparer des locaux du journal occupés par un piquet de grève des employés de presse.

C'était là, paraît-il, leur seul objectif. Il s'agissait, dit-on, pour l'administrateur de l' « Humanité » de rétablir les lignes téléphoniques pour pouvoir communiquer avec l'extérieur. Celles-ci avaient été coupées par les grévistes suivant une tactique pratiquée dans toutes les imprimeries de la S. N . E. P. et en général partout où il y avait du personnel adhérant à la C. G. T. Si des journaux comme l' « Aube », par exemple, n'avaient pu être touchés par la même mesure, c'est parce que le personnel est à la C. F. T. C. et que les employés chrétiens ne sont pas en grève.

La mesure n'était donc pas spéciale à l' « Humanité » et le coup de force des C. D. H. ne se justifiait pas. Il paraît également qu'ils ne connaissaient pas les lieux et qu'ils se seraient trompés de porte, sans quoi ils ne seraient pas allés se faire doucher par les rotos.

Ce n'est pas si sûr que ça, qu'ils n'avaient pas l'intention d'occuper les ateliers! Voyons plutôt. Dans la soirée, le secrétaire général du Comité d'entreprise de l'imprimerie de la rue d'Enghien remet une lettre au Comité de grève dans laquelle il signale que des caisses d'armes sont entreposées dans les bureaux de l'administration du journal l' « Humanité ».

Bosquet des clicheurs, et Périgeat, des correcteurs, délégués par le Comité de grève pour faire une enquête, n'ont vu que des caisses de casse-croûte. Mais Périgeat déclare que, pendant tout le temps qu'a duré la visite, le C. D. H. qui l'accompagnait a gardé la main dans la poche droite de son veston. Et il ajoute : « Son attitude n'avait rien de rassurant! » Quant à Bosquet, il n'a rien remarqué d'anormal. Ce n'est pas étonnant, Bosquet est communiste. Mais Ehni et Charrier, secrétaires de la Fédération du Livre, qui viennent également de la rue d'Enghien, confirment l'impression de Périgeat. Pierre Bloch de la S. N. E. P:, qu'ils ont rencontré comme il sortait de l'imprimerie, venait de leur faire part du même sentiment.

De plus, et ceci est plus important, au moment où les enquêteurs arrivaient à l' « Humanité », Périgeat a entendu quelqu'un dire à un C. D. H. qui lui demandait ce qu'il voulait : « Je suis le copain qui est venu tout à l'heure ». Eh bien, ce quelqu'un c'était tout simplement un membre du Comité de grève, le nommé Baseville, des Messageries françaises de presse, un communiste. Cela expliquerait peut-être que les caisses de casse-pipe se soient transformées en caisses de casse-croûte!

LES « PORTE-PAROLE DES USINES »

Ce même 17 février, dans l'après-midi, le Comité de grève reçoit la visite des « porte-parole des usines ». Ils viennent demander de laisser paraître « l'Humanité »! Elle n'a qu'à payer les 25%, et elle pourra paraître. Mais les « porte-parole des usines » n'ont pas été mandatés pour ça. Ils veulent pouvoir exposer leurs revendications. Le Comité de grève leur indique qu'ils doivent s'adresser au bureau confédéral, pour que celui-ci fasse paraître le *Peuple* quotidiennement. Les « porte-parole » partent satisfaits.

Les séances du Comité de grève sont ainsi occupées à traiter ce qu'on pourrait appeler les affaires courantes. Plus ou moins empoisonnantes, les affaires courantes! Nous nous occuperons plus loin de celle des Messageries françaises de presse, car la drôle de solidarité que certains de ses militants nous ont apportée mérite qu'on s'y arrête plus longuement.

Pendant ce temps nos patrons se remuent. Nous apprenons, par le camarade De Boé, du Livre de Belgique, venu pour enquêter sur place au sujet des journaux belges vendus en trop grand nombre à Paris, que les directeurs de quotidiens parisiens font des démarches pour se faire imprimer à Bruxelles *à n'importe quel prix*, l' « Aube » entre autres. Les secrétaires des Fédérations du Livre anglaise, hollandaise et suisse nous informent que les mêmes démarches sont faites également chez eux. Sans résultat cependant.

Le Comité de grève enregistre que les journaux français, qui se prétendent dans une situation financière catastrophique, trouvent les devises nécessaires à une impression dans les pays étrangers.

Le 19 février, deux bonnes nouvelles.

La première est la résolution suivante :

« Réunis sous les auspices de la Fédération du Livre, les secrétaires des sections parisiennes de presse estiment que le seul but à atteindre actuellement est la réussite du mouvement engagé et que leur revendication commune porte sur une augmentation des salaires de 25% et *uniquement sur cela.* »

Cette résolution est importante parce qu'elle marque le ralliement des rotativistes à la position des grévistes. C'est que jusqu'ici les rotos étaient restés dans l'expectative. Il faut le dire, il y avait un froid entre la composition et l'impression du fait que pour avoir l'augmentation obtenue par la première en octobre 1945 à la suite de simples pourparlers, il avait fallu à la seconde une lutte opiniâtre de plusieurs mois. C'est une leçon pour tout le monde. Nous espérons que ses enseignements ne seront jamais oubliés. En tout cas cette date du 19 février qui marque la réconciliation que nous espérons définitive des deux sections les plus importantes de la presse mérite d'être retenue.

La deuxième bonne nouvelle? Le bureau confédéral donne son accord au Comité de grève pour la sortie quotidienne du *Peuple*.

Enfin on allait pouvoir répondre aux mensonges de la Radio, aux accusations stupides de faire le jeu des trusts ! En somme nous défendre et surtout attaquer.

Hélas! Le lendemain, douche écossaise. Le bureau confédéral revenait sur sa décision de la veille : Le *Peuple* restait hebdomadaire! A la suite de quelle influence occulte? Mystère!

Malgré ça, le moral est bon. « Après tout l'opinion publique on s'en fout », entend-on dire. La chasse aux journaux fait diversion. C'est que malgré leur dévouement, nos camarades belges ne peuvent empêcher certains canards de franchir la frontière. Une douzaine d'arrestations pour refus de circuler et entraves à la liberté du travail ne sont pas maintenues. Mais quel ennui de se bagarrer avec des vendeurs miséreux et qui n'en peuvent, mais! Le Comité de grève envisage d'autres mesures. Nous en reparlerons à propos des Messageries françaises de presse, les uniques responsables de ce scandale.

PATRONS PAS MORTS

Le Comité de grève continue à régler les affaires courantes, et en même temps, les « vieux » prennent langue avec quelques patrons particulièrement désireux de mettre fin au conflit.

Il faut dire que ceux-là ne sont pas nombreux : les rescapés de l'ancienne presse sont plutôt rares. La Fédération de la presse actuelle est dans sa grande majortié constituée par des journaux créés de toutes pièces à la Libération. L'Etat de la Résistance qui voulait une presse à sa dévotion, a mis à la disposition de ses amis du papier, des imprimeries et même de l'argent. A la même place et sans les mêmes concours des gens s'étaient enrichis, pourquoi ceux de la Résistance n'y réussiraient-ils pas!

Tout le monde sait que la S. N. E. P. se trouve devant un déficit qui dépasse le milliard, provenant des dettes laissées par des journaux qui ont disparu. — *Cité-soir,* le quotidien d'André Philip figure pour treize millions. Des journaux sont obligés de fusionner d'autres envisagent de disparaître. De ce bilan désastreux de trente mois d'exercice, la Fédération de la presse n'est peut-être pas très fière. Attendrait-elle de notre grève l'assainissement de la situation ? Son silence depuis bientôt quinze jours que dure le conflit permet de le supposer. Il faut croire que non, cependant, puisqu'une délégation du Comité de grève est convoquée dans la soirée du 27 février par le Syndicat de la presse parisienne.

Cette première prise de contact n'a pas donné de résultat, mais on sent que les patrons ont dû beaucoup réfléchir sur la meilleure solution pour eux de sortir de ce conflit qui leur revient cher. Ils en proposent une : l'aménagement du travail sur sept jours. Le septième jour, c'est de toute évidence une vieille revendication des ouvriers de la presse. S'il permet aux directeurs de journaux de vendre plus de papier, il permet aussi aux ouvriers de résorber le chômage. Les journaux paraissaient bien tous les jours avant la guerre. L'ennui du roulement n'était pas grave. On ne tenait pas tellement à avoir le dimanche comme jour de repos. On reprendrait vite les anciennes habitudes. Mais le papier ? Et les dépositaires ? Le papier manquerait, dit-on, au point que le gouvernement, après avoir supprimé l'autorisation préalable ne laisse pas sortir de nouveaux journaux. L'économie de quinze jours ne peut pas aller bien loin. A moins que le gouvernement ait un secret qu'il ne veut pas encore dévoiler. Quant aux dépositaires, malgré leur mécontentement, on peut supposer qu'ils s'inclineront devant un décret gouvernemental instituant le repos par roulemet.

Mais dans l'aménagement du travail sur sept jours, que devient notre augmentation de 25 % ? Voilà la réponse du Syndicat de la presse : « Toute augmentation de salaires ne peut être acceptée qu'avec, comme contrepartie, un aménagement de travail correspondant. » Autrement dit : pas d'augmentation de salaires. Car un travail qu'on fait en plus et pour lequel on est payé, n'est qu'une rétribution normale et elle ne peut être considérée sans hypocrisie comme une augmentation de salaires. C'est pourtant ce qu'on veut nous faire avaler. D'autant que le fameux aménagement sur sept jours, en parlant le jargon du Syndicat de la presse, ne donne que 17 % « d'augmentation de salaires » exactement l'augmentation de la production. Nous sommes loin, très loin des 25% sans contrepartie !

Cependant le Comité de grève accepterait les 17 %. Les secrétaires de section, nous l'avons dit, subissent la grève mais la considèrent sans issue. Le gouvernement, disent-ils, ne voudra jamais accepter d'augmentation de salaires sans contrepartie. Ça irait à l'encontre de sa politique de baisse des prix. Et nous ne sommes pas assez forts pour lui en imposer. Nous n'avons même pas la C. G. T. avec nous. Elle ne fait pas campagne contre nous, mais elle nous laisse tomber.

Sur l'initiative de Pierre Bloch, de la S. N. E. P., patrons et ouvriers font une démarche auprès de Bourdan, ministre de l'Information, pour la parution du septième jour. Le ministre n'est pas hostile, en principe, mais il ne peut garantir le papier.

Comment en sortir ? La Commission technique de la Presse, elle, a trouvé : en attendant, paraître sur six jours avec 12 % d' « augmentation de salaires » et, naturellement, augmentation de la production en conséquence, par une diminution d'un nombre d'hommes donné par équipe. C'est ouvrir la porte au chômage !

Seuls les clicheurs acceptent. Sans avoir au préalable, informé quiconque de leur intention. Comment expliquer cette attitude ? Nous sommes le 4 mars. Déjà le 23 février, Bosquet, secrétaire des clicheurs, déclarait au Comité de grève : « Nous savons que nous n'aurons pas les 25%. Le gouvernement ne cèdera pas. La meilleure solution c'est les sept jours, avec augmentation de la production. Il faut prévoir une position de repli. » Oui, mais à aucune réunion du Comité de grève, il n'avait été question d'une nouvelle « position de repli. » Ce qui n'empêchera pas les clicheurs de dire dans un tract « que l'unité d'action n'a pu s'établir entre toutes les sections et syndicats en grève. » Ils ne manquent pas de culot, ces communistes !

En réalité, s'ils ont été autorisés à se mettre en grève, c'est avec la recommandation expresse que ça ne dure pas longtemps. Or, ça traînait. L'affiche de l' « Humanité » du début de mars rappelle qu'il faut arrêter les frais. « Chaque jour l' « Humanité » perd 300.000 francs. 5.000 ouvriers des messageries françaises de presse risquent d'être demain en chômage. » C'est alors que les clicheurs se mettent à regretter « que notre mouvement revendicatif ait été utilisé pour combattre l'activité des M. F. P., pour le plus grand

profit du trust Hachette... », des représentants de l'ancienne presse.

Coïncidence ? comme dirait « Franc-Tireur ».

Les clicheurs obéissent à l'ordre du « parti ».

Ils veulent arrêter la grève, et par le coup de la surprise influencer les secrétaires des autres sections. Mais ceux-ci ne marchent pas. Les patrons, un moment hésitants, se raidissent. Ils ne veulent plus démordre de leurs 12 %. Le Comité de grève décide d'en appeler aux ouvriers. Le lendemain, mercredi 5 mars assemblées générales des sections.

Le vote a lieu à bulletin secret, excepté pour les clicheurs et les rotativistes qui se sont prononcés à main levée.

Voici le résultat :

	oui	non
Typos-linos	579	915
Correcteurs	50	87
Mécaniciens-linos	48	93
Clicheurs	380	0 (sic)
Electriciens-mécaniciens	206	19
Photographes de presse	8	14
Photograveurs	87	73
Labeur-presse	22	65
Retoucheurs-dessinateurs	40	2
Rotativistes	9	1300

Soit 1.429 oui contre 2568 non.

La grève continue.

(*à suivre*) J.-P. FINIDORI.

Elections à la Sécurité Sociale

A voir sur les murs et les panneaux d'affichage la propagande faite par la C. G. T. pour l'élection des Conseils d'administration des organismes de Sécurité Sociale, on pourrait penser que la grande centrale syndicale a toujours conçu de la même manière la désignation des Conseils. Or, rien n'est moins vrai, les militants cégétistes qui revendiquent à bon droit leur participation à l'élaboration des textes de base de la Sécurité Sociale, n'avaient pas fait inclure dans l'ordonnance du 4 octobre 1945, qui traite de l'organisation administrative des Caisses, l'élection de Conseils, mais bien leur désignation par les organisations syndicales ouvrières et patronales les plus représentatives. C'est de cette façon que furent constitués en 1946 les premiers conseils actuellement en fonction pour quelques jours encore.

Faut-il rappeler que l'arbitraire a présidé à ces désignations, que tout naturellement la C.G.T. s'est taillée la part du lion, à tel point que les représentants de la C. F. T. C. a un certain moment avaient préféré refuser les sièges qui leur étaient parcimonieusement attribués ? Quant aux mutualistes, ils furent purement et simplement évincés, si par ailleurs ils ne justifiaient pas de leur appartenance à un parti politique.

Ces procédés ne manquèrent pas de provoquer une réaction assez violente : mutualistes et chrétiens entreprirent une vaste campagne, clamant leur mécontentement en tous lieux et il fallut bien composer. C'est ainsi que l'Assemblée Nationale fut amenée à voter la fameuse loi du 30 octobre 1946 qui modifie l'ordonnance du 4 octobre 1945 et institue l'élection des Conseils d'administration des caisses de Sécurité Sociale.

Ces élections, qui auront lieu pour la première fois le 24 avril 1947 et où la C. G. T., la C. F. T. C. et la Mutualité présenteront chacune une liste de candidats, assureront à n'en pas douter une répartition équitable des sièges entre ces différentes organisations En gros, les principes démocratiques seront saufs, mais tous les assurés seront-ils pour autant véritablement représentés ? Certainement non, puisque seuls ceux qui sont organisés, donc en fait la minorité, présenteront des candidats ayant quelque chance d'être élus.

Le jeu des partis politiques intervient comme dans toute élection. La bataille habituelle est engagée et l'on peut être sûr que l'intérêt des assurés ne primera pas toujours dans la désignation des candidats.

La C. G. T. qui faisait des listes dites « de large union » invite les électeurs à ne pas faire de panachage et rejette au bloc comme adversaires de la Sécurité Sociale les listes communément qualifiées d' « isolationnistes ».

Une large propagande financée par les organismes de Sécurité Sociale et la C. G. T. est faite actuellement et va se continuer dans les jours qui vont suivre. Plus de 35.000 affiches de divers modèles seront apposées dans toute la France, un film documentaire sera tiré à 500 copies et distribué par quatre firmes, qui présenteront également un passage sur la Sécurité Sociale dans les actualités. Mais toute cette propagande vise davantage à faire connaître la Sécurité Sociale en général que le mode d'élection des Conseils.

A part les affiches officielles apposées par l'Administration dans les lieux publics et un guide électoral extrêmement bien fait, édité par la Fédération de la Mutualité, 40 boulevard Malesherbes, à l'usage de ses adhérents, à peu près rien n'a été fait pour informer le grand public des modalités des élections. Pourtant la propagande dont nous parlions ci-dessus va coûter plusieurs millions, dont tous les assurés font les frais, pour la plus grande part.

En définitive, des élections nécessaires psychologiquement n'apporteraient pas dans l'immédiat une amélioration au fonctionnement des organismes, bien au contraire.

On risque en effet de se trouver avec des Conseils d'administration à l'image de notre Assemblée Nationale où les décisions seront extrêmement difficiles à prendre. L'unité de l'institution risque dans une certaine mesure d'être compromise, précisément à cause de cette « politisation » des Conseils. Cependant les dégâts resteront limités du fait que les prestations et les cotisations sont fixées par la loi. Par ailleurs, s'il faut s'attendre à la valse des directeurs de Caisses, les cadres subalternes resteront généralement en place et assureront avec tout le personnel la continuité des opérations, et l'on conviendra que c'est là le plus important pour les travailleurs.

ROBERTO.

Thorez parle entre deux CCN...

Le discours de Toulon et la CGT

Rien n'est plus triste et décevant qu'un Comité confédéral national.

Les secrétaires de Fédérations et d'Unions, dans leurs interventions, entretiennent le Comité presque exclusivement de l'action de leurs organisations respectives ; de trop rares fois les militants s'élèvent au niveau de la politique confédérale.

Pratiquement la doctrine est établie par une commission où les deux tendances sont représentées.

Au C.C.N. de janvier, l'accord ne put se faire et deux motions furent présentées : une par Le Brun, prévoyant les répercussions hiérarchiques sur le minimum vital, l'autre par Fréour, n'admettant que le relèvement des salaires inférieurs à 7.000 francs par mois.

Pour défendre la position de Le Brun, Benoît Frachon eut recours à Marx et à la plus-value capitaliste : on pouvait, disait-il, augmenter les salaires et faire baisser le coût de la vie.

Fréour et ses amis, qu'ils aient raison ou non, représentaient davantage l'opinion moyenne des travailleurs qui, échaudés par l'augmentation des 25 % de juillet dernier, laquelle s'est traduite par une augmentation du coût de la vie de 40 %, préfèrent voir une diminution des prix qu'un plus grand salaire nominal en billets.

Le malheur est que — et je crois que Louzon a parfaitement raison sur ce point — la diminution des prix lorsque la production augmente apparaît comme un leurre.

Sans vouloir entrer dans une discussion technique, rappelons que la motion Fréour n'obtint qu'un nombre infime de voix.

Or, en janvier, la France avait un gouvernement socialiste homogène et transitoire ; la lutte pour les places définitives s'avérait particulièrement serrée.

A tout hasard, des positions étaient prises.

Mais le camarade Croizat, secrétaire de la Fédération des Métaux, qui avait voté la motion Le Brun, était chargé, 15 jours plus tard, de l'appliquer au ministère du Travail; d'autre part, François Billoux étant ministre de la Défense nationale, les problèmes pouvaient être vus sous un autre angle.

Aussi, Maurice Thorez faisait-il à Toulon un discours que n'aurait certes pas désavoué Poincaré ; le vice-président du Conseil et secrétaire général du parti communiste se prononçait pour la seule revalorisation des bas salaires.

Le gouvernement ayant décidé l'octroi d'une indemnité temporaire afin de porter les salaires à 7.000 francs bruts dans la région parisienne, il n'était pas besoin d'être grand clerc pour imaginer ce que serait le C.C.N. du 12 mars.

Sauf une vive réplique de Jouhaux au secrétaire de la Fédération des textiles, lequel avait insinué que le gouvernement s'était servi des idées de Fréour, les débats furent sans histoire.

Pas de Benoît Frachon, ni de Marx et de plus-value capitaliste. Plus de cris d'indignation du représentant des cadres.

La motion d'unanimité, rapportée par Capocci (lequel aurait été sans doute mieux inspiré en laissant ce soin à Le Brun) si elle fait des réserves et maintient les principes, aboutit finalement à accepter la décision gouvernementale très proche de la position Fréour.

Il aura suffi de deux mois pour que le virage soit pris... toujours comme un seul homme.

Des illusions ont été créées chez les ouvriers ?

Bah ! avec une nouvelle « manifestation nationale » on en verra la farce.

DOUBLUS.

Explication et avertissement

La sélection à rebours produit ses effets à plein. L'Europe et les affaires européennes — que ce soit la politique ou l'économie — sont tombées entre les mains d'une sous-humanité.

Comment supposer que les Allemands auraient accordé à un Hitler ce crédit fabuleux, si nous n'admettons pas l'idée d'une Allemagne anémiée de toute façon, au moral comme au physique ? Hitler et le racisme sont le fruit de quinze années de famine, de misère, de deux générations grandies dans une pénurie générale. La sous-alimentation intellectuelle des années de guerre a complété la sous-alimentation physiologique du blocus. Le chômage parachève, depuis quelques années, cette défaillance trop compréhensible d'une grande nation vidée de son meilleur sang et frappée jusque dans ses enfants en bas âge.

(Ecrit en 1933)

Jean-Richard BLOCH.

Le régime de la trique

...POUR LES FONCTIONNAIRES

Tous les militants connaissent le malaise de la fonction publique : une rémunération insuffisante, déclassant socialement et moralement les agents de l'Etat, entraîne un exode massif et l'arrêt presque complet du recrutement.

Certaines branches telles que l'Enseignement et les administrations techniques sont plus particulièrement touchées.

La délivrance d'un acompte provisionnel, à valoir sur le reclassement, n'a été obtenue par les organisations syndicales qu'après de laborieuses tractations.

Mais la création de zones, l'insuffisance du taux de l'acompte, le régime défavorable imposé aux catégories d'auxiliaires de début, l'augmentation de la durée du travail n'avaient pas été sans créer un vif mécontentement chez les fonctionnaires.

Aussi, le 14 février dernier, ceux-ci avaient-ils reçu le mot d'ordre de participer à des meetings qui se tenaient dans toute la France à 16 heures; la participation à ces meetings entraînait à partir de cette heure l'arrêt du travail.

Aucun incident à signaler... sauf à Paris.

La police parisienne qui n'appartient plus à la Fédération des polices adhérente à la C.G.T. fit, en effet, une grève fort spectaculaire.

Ce mouvement prit une exceptionnelle importance, au sein du gouvernement, et... en Amérique.

Imaginez que l'Assemblée nationale n'était plus gardée, et que dans le palais de l'Elysée on pouvait entrer et sortir comme dans un moulin !

Un ministre même dut, paraît-il, à l'heure H, ranger sa voiture au bord du trottoir.

L'alerte fut chaude !

Mais quelle émotion quand tous les journaux américains, en mal d'informations, annoncèrent, tout simplement... la Révolution en France !

Un membre de l'ambassade américaine vint même aux nouvelles auprès de Benoît Frachon.

Aussi le chef du gouvernement fit-il une déclaration précisant qu'un texte serait soumis au Parlement en vue de limiter les effets d'un arrêt de travail chez les agents des services publics.

Un texte aurait été préparé par le garde des Sceaux lequel n'y va pas de main morte.

« *Sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de* 10 à 100.000 *francs ou de l'une de ces deux peines seulement, tout fonctionnaire ou agent de l'Etat ou des collectivités territoriales, dépositaire* de quelque partie de l'autorité publique... *qui aura participé à une cessation collective du fonctionnement d'un service public..* »

Pratiquement, ce texte interdit le droit de grève à tous les fonctionnaires.

Ce que Tardieu, Poincaré, n'osèrent pas faire, les ministres dits de gauche le feront-ils ?

Maurice Thorez, président du Conseil supérieur de la fonction publique, recommande aux fonctionnaires de profiter de l'expérience des ouvriers et d'admettre, qu'en toute occasion, les services de sécurité doivent fonctionner.

Cela a toujours été ainsi entendu, et dans tous les mouvements les mesures nécessaires ont été prises. Mais faut-il que les organisations syndicales aident à déterminer dans un texte les services qui, en tout état de cause, devraient être assurés ?

Ou vaut-il mieux, pour elles, rejeter tout texte de quelque nature que ce soit ?

Que valent, en effet, les textes, en temps de guerre !

Car il s'agit bien, en l'occurrence, d'un rapport de forces.

L'emprise de l'Etat, dans tous les domaines, est telle que celui-ci admet difficilement que les organes exécutants ne répondent plus à ses injonctions. Aussi est-il prêt à ne pas reconnaître pratiquement le droit de grève, corollaire pourtant naturel du droit syndical.

Les fonctionnaires et agents des services publics doivent donc être particulièrement vigilants.

Et pour beaucoup, c'est une découverte de constater que contre eux ils trouvent les représentants de partis lesquels, autrefois, s'emparaient de leurs revendications comme plateforme de combat; tandis qu'à l'heure actuelle, ces mêmes partis disposant d'une partie importante du pouvoir — qui ne peut qu'être de plus en plus totalitaire — se font les ardents défenseurs de l'Etat-patron.

L'histoire des fonctionnaires, d'ailleurs, risque demain d'être celle des ouvriers des entreprises nationalisées : l'Etat, formé par les partis déclarant représenter les travailleurs, emploiera contre cette masse des mesures de coercition seules susceptibles de lui assurer la direction toujours plus tyrannique, et sans cesse élargie, vers laquelle il est implacablement entraîné.

DIOGENE.

Les ânes rouges

Croyance, c'est esclavage, guerre et misère. Et, selon mon opinion, la foi est à l'opposé de la croyance. La foi en l'homme est pénible à l'homme, car c'est la foi en l'esprit vivant; c'est une foi qui fouaille l'esprit, qui le pique, qui lui fait honte; c'est une foi qui secoue le dormeur. En toutes les ligues, en toutes les associations, en tous les Etats, il se montre un bonheur d'acclamer, d'approuver les comptes, et de dormir, en haut, en bas, pendant un an, comme si les statuts pouvaient penser. Il y a aussi en ces assemblées de vrais croyants, un petit nombre de ceux que j'appelle les ânes rouges qu'on ne peut atteler, qui ne croient rien. Ceux-là ont la foi, la foi qui sauve.

ALAIN

(Minerve ou de la Sagesse)

ENTRE NOUS

Dès que l'autorisation préalable a été supprimée, le « noyau » de la R. P. qui se réunissait déjà à la fin de la guerre, et régulièrement depuis la « Libération », a décidé de faire reparaître la revue.

C'était bien audacieux.

La question du local se posait. L'ancien avait été abandonné. Heureusement un de nos vieux camarades a pu mettre à notre disposition une pièce mansardée au 5e d'une vieille maison de la rue de Tracy. Pas luxueux, le local ! Mais nous avons pu y installer les deux tables et les quatre chaises qui nous restaient de l'ancien local. Un ami a posé deux lampes et nous installera les premiers rayons indispensables pour le démarrage. Voilà donc une question réglée.

Mais et l'argent pour le lancement ? Bien sûr, des âmes charitables n'ont pas manqué, dès que le bruit de la reparution a commencé à circuler, de raconter que nous étions les bénéficiaires de subventions occultes. Subventions de quelle origine ? Pas de Moscou, certes. Ni du ministère du travail. Il s'agissait tout simplement d'argent américain. Nous savons très bien que, aujourd'hui comme avant guerre, plus qu'avant guerre peut-être, la presse quotidienne et périodique recherche ou accepte les « appuis » financiers, et surtout ceux de l'Etat français ou des deux grands impérialismes rivaux, mais pas plus qu'avant la guerre la R. P. n'acceptera l'aide d'un bienfaiteur plus ou moins intéressé. La R. P., tribune de travailleurs libres, reparaît par les mêmes moyens qui lui permirent de naître en 1925 et de vivre jusqu'en 1939 ; elle reparaît avec les seules souscriptions des camarades que nous avons pu toucher.

Ici nous devons confesser que nous avons mal fait notre travail et nous devons des excuses aux bons camarades qui nous auraient aidé spontanément s'ils avaient été au courant de notre initiative. Mais nous n'avions que de vieilles adresses et nous avons tâtonné, nous contentant de prévenir les camarades avec lesquels nous étions restés en rapport ou qui s'étaient fait connaître au moment de la parution de la brochure Monatte. Nous n'avons donc touché qu'une partie de nos amis, assez cependant pour recueillir les fonds indispensables pour le lancement. Ce premier numéro permettra de toucher les autres et nous comptons bien pouvoir atteindre la somme qui nous est nécessaire pour assurer un bon départ. Camarades, qui attendez la R. P., hâtez-vous d'envoyer votre souscription.

Ces deux premières difficultés franchies, tant bien que mal, il fallait reconstituer notre fichier. Nous ne disposions même pas de liste complète de nos anciens abonnés, qui nous était parvenue après bien des vicissitudes... Et une liste à refaire ! Combien de camarades ont disparu depuis 1939 ? D'autres ont changé de localité. Nous avons fait appel à des camarades dont nous connaissions l'adresse pour donner des listes d'abonnés certains et d'abonnés possibles. Le résultat est loin d'être satisfaisant, mais nous nous étions engagés à paraître en avril et nous tenons notre promesse.

Départ bien précipité et bien difficile. Maintenant c'est à tous les amis que ce premier numéro touchera de nous apporter une aide efficace et immédiate. Nous leur demandons un gros effort :

1) nous adresser leur souscription, s'ils ne l'ont déjà fait;

2) faire connaître la parution de la R. P. autour d'eux; faire la chasse aux abonnés, abonnés de soutien et simples abonnés; nous adresser des listes d'abonnés possibles. Et cela tout de suite;

3) nous indiquer les kiosques ou libraires situés à proximité des bourses du travail qui seraient disposés à mettre en vente notre revue.

Certains camarades des centres ouvriers qui se sont rendu compte des difficultés de percevoir les abonnements nous ont demandé de leur faire le service de plusieurs exemplaires qu'ils vendront au numéro. C'est une excellente idée et nous espérons qu'elle sera retenue par de nombreux militants.

Dans ce premier numéro nous donnons la liste des sommes reçues. Il y a, là, les souscriptions et des abonnements de soutien. Le manque de précision nous empêchait d'en faire la distinction; aux camarades qui n'avaient pas donné d'indications de nous écrire de manière que nous puissions établir la liste définitive de la souscription de lancement, qui ne sera close qu'avec la parution du 4e numéro. A ce moment, si tous nos amis en ont mis un coup, la revue sera lancée, elle aura son fonds de roulement, elle aura touché les différentes régions et les différentes corporations et nous entrerons dans la phase de la vie normale où tous les frais sont couverts par les abonnements ordinaires.

Quelques camarades n'ont adressé que 200 fr. pour leur abonnement. C'était le prix auquel nous aurions voulu nous arrêter, mais notre devis une fois établi, nous avons dû fixer le prix de l'abonnement à 250 fr. pour l'année. Ces camarades voudront bien compléter leur versement, dès maintenant ou à l'occasion du renouvellement de leur abonnement.

Au travail, camarades. En route pour les 3.000 abonnés.

***

Notre premier numéro n'est pas exactement ce que nous aurions voulu. C'est que nous sommes en pleine période d'organisation et que nous avons à regrouper tous les collaborateurs de notre revue. Nos anciennes rubriques doivent reprendre leur place, et c'est, avec regret, que nous laissons au marbre : les Faits et Documents *et* Parmi nos lettres.

Nous espérons élargir et développer notre vieille rubrique « la Renaissance du Syndicalisme *». Il faudra que les militants de chaque corporation se décident à exposer, pour nos lecteurs, les luttes de leurs organisations et les efforts accomplis dans le sein de celles-ci, pour les délivrer du bureaucratisme. Nous avons voulu cependant donner une large place à la grève du Livre — non pas seulement pour son aspect corporatif, mais parce qu'elle marque une étape importante dans l'évolution du mouvement ouvrier. Le manque de place nous oblige cependant à remettre au prochain numéro la suite de notre monographie. Nous laissons encore au marbre l'article d'un ami russe, sur le colonialisme stalinien.*

D'où vient l'argent ?

Souscriptions et abonnements

(1ère liste)

Pierre Monatte	Seine	4.793
Chambelland	Seine	5.000
Daniel Martinet	Seine	5.000
R. Croze	Seine	5.000
Finidori J.-P.	Seine	1.100
R. Hagnauer	Seine	1.000
Charbit	Hte-Garonne	1.000
Philippon C.	Cher	500
J. Chaneaux	Jura	2.000
Lancia	Jura	2.000
Bercher	Maroc	1.500
Josette et Jean Cornec	Finistère	1.000
Couic A.	Finistère	200
Galtier-Boissière	Seine	500
Pinty	Algérie	1.000
Gionta	Seine	300
J.-D.	Loire	1.000
Giauffret	Alpes-Mmes	500
Charlotte Bonnin	Seine	200
Mme Guillaume	Loire	1.000
G. Caillet	Loire	500
Mlle Martin J.	Loire	500
Chavanat	Loire	300
Malot	Loire	300
Mlle Egal	Loire	300
Mme Gilberton	Loire	1.000
Dr. J.-L.	Puy-de-Dôme	1.000
Bourrillon	Seine	1.000
Giraudet M.	Seine	200
Maupioux G.	Seine	1.000
Delbès	Seine	600
Minaire	Seine	300
Foucault	Seine	200
Larribeau G.	Seine	300
J. Mann	Seine	250
Mouillaud	Loire	500
Rouays	Loire	200
Mme Vermont	Loire	200
Monier M.	Seine	100
Moinet	Sarthe	200
Labrunie	Seine	1.000
Mlle Forest	Rhône	1.250
Rosmer	Seine	1.000
Fontaine	Rhône	200
Mme Paupy	Puy-de-Dôme	400
Mme Drevet	Seine	200
Mme Boirard	Seine	1.000
Belleville Edmond	S.-et-O.	1.000
Gibert	Loire	250
Bernier Jean	Seine	200
Dambourgès	B.-Pyrénées	500
Cl. Vidal	Hte-Loire	1.000
Valière Marcel	Hérault	250
Volovitch	Seine	1.000
Tiercelet C.	Seine	250
Lefranc	Seine	250
Courdavault R.	Charente-Mme	500
Dupuy Pierre	Seine	300
Boisselier Elie	Seine	250
Pierrette Rouquet	Indre	100
Merlin	Seine	1.000
Thevenon	Seine	1.000
Maupioux R.	Seine	1.000
Petit G.	Seine	1.000
Nicolas L.	Seine	1.000
Bravey	Seine	500
Descarsin	Seine	500
J. Gascoin	Manche	250
Ballereau E.	Indre	600
Caron R.	Seine	100
L. Bal	Seine	1.000
	Total à fin mars :	62.393

On dit que la **Révolution Prolétarienne** reparaît, grâce à des fonds américains. Hélas ! Nos premiers souscripteurs et abonnés sont tous de France.

Mais nous espérons bien que nos amis d'Europe... et d'Amérique répondront à notre appel. Et nous ne serons pas indignés si les envois de fonds sont effectués dans une monnaie moins dévaluée... que notre malheureux franc !

Le gérant : J.-P. FINIDORI

Imprimerie S.N.I.E.. 32, rue de Ménilmontant, PARIS